

Programme Multi-pays pour la Démobilisation et la Réintégration pour la région élargie des Grands Lacs

RÉUNION DU COMITÉ CONSULTATIF ET DU COMITÉ DU FONDS FIDUCIAIRE

**Paris, France
29-30 avril 2003**

Compte-rendu des discussions

I. Rappel et introduction

1. Le Programme multi-pays pour la démobilisation et la réinsertion (MDRP) pour la région élargie des Grands lacs est une initiative coordonnée par la Banque mondiale qui réunit plus de 30 bailleurs de fonds et partenaires des Nations Unies en vue d'apporter une réponse aux difficultés que posent la démobilisation et la réinsertion des forces régulières et des groupes armés irréguliers des pays directement ou indirectement touchés par le conflit dans la région des Grands lacs¹. Cette initiative est présentée dans le document de *Stratégie régionale de démobilisation et de réintégration pour la région des Grands lacs élargie*² approuvé par les partenaires et le Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale en avril 2002. Le Fonds fiduciaire multi-bailleurs du MDRP (MDTF), qui est administré par la Banque mondiale, a été créé en mai 2002 en appui au programme régional.

2. Ce rapport résume les travaux de la deuxième réunion du Comité consultatif et du Comité du Fonds fiduciaire du MDRP qui s'est tenue à Paris les 29 et 30 avril 2003. La réunion avait pour objectifs : i) d'informer les bailleurs de fonds et les partenaires de l'état d'avancement du MDRP ; ii) d'examiner différents thèmes ainsi que des questions propres à certains pays afin de s'assurer que le MDRP réponde le mieux possible à la situation sur le terrain ; iii) d'obtenir l'accord des bailleurs de fonds pour une subvention du MDTF en faveur du programme national angolais ; et iv) d'examiner les activités à venir envisagées dans le cadre du programme et les étapes à suivre pour mettre en œuvre les recommandations faites par les partenaires durant la réunion. L'ordre du jour de la réunion figure à la *Pièce jointe 1* du rapport.

3. Les représentants de neuf bailleurs de fonds, de onze institutions des Nations Unies et autres organisations multilatérales, ainsi que du groupe de coordination technique, ont assisté à la réunion des partenaires du MDRP. La liste complète des participants figure à la *Pièce jointe 2*. Le reste du présent rapport récapitule les travaux et conclusions de la réunion, et indique les étapes à suivre identifiées au cours de la réunion.

4. Les réunions du Comité consultatif et du Comité du Fonds fiduciaire du MDRP ont été précédées d'une réunion du groupe de coordination technique avec la participation des représentants de sept pays de la région des Grands lacs. Cette réunion a permis d'informer les

¹ Pour les besoins du MDRP, il s'agit des pays suivants : Angola, Burundi, République centrafricaine, République du Congo, République démocratique du Congo, Namibie, Rwanda, Ouganda et Zimbabwe.

² Rapport de la Banque mondiale n° 23869-AFR, daté du 25 mars 2002.

membres, le Secrétariat du MDRP et les partenaires intéressés des progrès accomplis et des problèmes rencontrés dans le domaine du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion (DDR) dans leurs pays respectifs. Les points essentiels abordés durant la réunion du groupe de coordination technique ont été présentés à la réunion du Comité consultatif du MDRP qui s'est tenue le lendemain.

II. Résultats de la réunion

5. *Remarques liminaires.* Les coprésidents de la réunion, l'un du ministère français des Affaires étrangères et l'autre de la Banque mondiale, ont ouvert les travaux. Tous deux ont souhaité la bienvenue aux partenaires et salué les progrès accomplis à ce jour pour mettre en œuvre le concept du MDRP adopté à peine un an plus tôt. Ils ont rappelé que le succès du programme dépendra en dernière analyse de l'issue du dialogue politique dans la région et observé que les progrès réalisés par le MDRP étaient particulièrement opportuns, compte tenu des faits récents intervenus dans les différents processus de paix. Ils ont souligné que les systèmes mis en place devront faire leurs preuves dans les mois à venir et ont insisté, auprès du Secrétariat et des agences chefs de file du MDRP, sur l'importance de mettre l'accent sur les aspects liés à la mise en œuvre, et à la souplesse et rapidité d'action afin de ne pas laisser passer les opportunités d'intervention lorsqu'elles se présentent. Les coprésidents ont également souligné le rôle clé des gouvernements de la région, tant dans la recherche de solutions pacifiques aux conflits régionaux que dans la mise en œuvre du MDRP. Pour conclure, ils ont exhorté les partenaires bailleurs de fonds à rester activement engagés en cette période cruciale. Le texte des deux déclarations d'ouverture figure à la *Pièce jointe 3*.

Réunion du Comité consultatif

6. *Examen des activités en cours.* Le responsable du MDRP a fait le point des progrès accomplis à ce jour par le programme (voir la *Pièce jointe 4* pour le rapport général sur l'état d'avancement du MDRP). Il a mentionné en particulier les points suivants :

Programmes nationaux

- Angola : un don de l'IDA d'un montant de 33 millions de dollars en faveur du Programme national de démobilisation et de réinsertion a été approuvé par le Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale le 27 mars 2003.
- Burundi : plusieurs missions ont été effectuées, ce qui a permis d'améliorer la coordination entre les partenaires du MDRP, de conférer au Gouvernement du Burundi un rôle moteur et de préparer le terrain pour un programme national.
- République centrafricaine : une mission conjointe PNUD/MDRP/Banque mondiale effectuée en février a permis de conclure, en accord avec le gouvernement précédent, qu'il importait de reformuler le Programme national de désarmement et de réinsertion financé par le PNUD.
- Congo : une évaluation conjointe Commission européenne/PNUD/MDRP des activités de désarmement, démobilisation et réinsertion a abouti à des recommandations sur la marche à suivre pour élaborer un programme national, ainsi qu'à la décision de la Commission européenne de financer un projet du PNUD (EUR 731 000) à l'appui du désarmement et de

la réinsertion des groupes armés dans la région du Pool, décision fort propice compte tenu du récent accord de paix régional.

- RDC : une mission a été réalisée en février par les partenaires du MDRP et le PNUD élabore actuellement une stratégie intérimaire de désarmement, démobilisation et réinsertion conformément aux recommandations de cette mission.
- Rwanda : la mise en œuvre du programme national suit son cours. Cependant, la réinsertion pose des difficultés et des mesures supplémentaires sont nécessaires dans les domaines économique et sociale pour y remédier. Un accord de subvention du Fonds fiduciaire du MDRP à l'appui du RDRP a été signé le 18 avril 2003.
- Ouganda : une mission d'information effectuée suite à une demande d'assistance soumise par le gouvernement a permis de se pencher sur les dispositifs institutionnels, sur l'examen en cours du système de défense et sur les mécanismes d'appui provisoire qui pourraient être mis en place dans le cadre d'un projet spécial.

Projets spéciaux

- Les procédures relatives aux projets spéciaux ont été officiellement approuvées en avril 2003, conjointement avec la première proposition de projet spécial (pour les enfants soldats en RDC). Le secrétariat a observé que ce processus d'approbation des procédures et la première proposition de projet avaient pris plus de temps que prévu en raison de la nature particulière des projets spéciaux. Bien que le Secrétariat du MDRP aurait pu demander une dérogation aux procédures types de la Banque mondiale pour accélérer l'approbation du premier projet, il a estimé que les délais supplémentaires nécessaires à la mise au point de ces procédures étaient justifiés en ce que cela permettrait de traiter plus rapidement les propositions futures sur la base d'une démarche claire qui répond aux exigences de qualité et aux principes de sauvegarde de la Banque mondiale (voir la *Pièce jointe 5* pour une description générale du cycle des projets spéciaux). Il a toutefois été noté que les délais d'approbation des projets spéciaux dépendaient, non seulement des procédures générales d'instruction des projets, mais aussi de la qualité des propositions initiales et de la réceptivité par les entités ayant soumis ces propositions de projet aux révisions requises par le comité local ad hoc.
- Des comités ad hoc locaux ont été établis à Kinshasa, Bujumbura et Luanda, et l'établissement d'un tel comité est en cours à Kampala.
- Un projet spécial a été approuvé et un second projet est en cours d'examen final. Trois autres projets ont été examinés par les comités ad hoc locaux respectifs et sont en phase finale de révision.

Question de personnel

- Quatre spécialistes MDRP de la démobilisation et de la réinsertion et une assistante de programme bilingue ont pris leurs fonctions au siège et sur le terrain.
- Le processus de recrutement d'un analyste des opérations touche à sa fin.
- Une base de données recensant un nombre de consultants dont l'expérience pourrait être utile au MDRP a été constituée.

Coordination

- La collaboration inter-agences a été améliorée par un dialogue régulier. En particulier, DPKO et le Secrétariat du MDRP ont rapproché leurs vues sur leurs responsabilités respectives dans le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion afin de créer des liens plus étroits entre les phases de désarmement et de démobilisation. La poursuite d'un dialogue régulier avec le PNUD a permis de préciser les questions de passation de marché et les coûts d'appui du programme aux projets spéciaux.
- La coordination au niveau des pays s'est améliorée grâce aux agences chefs de file, tout particulièrement au Burundi et en RDC.

7. Le responsable du MDRP a conclu son exposé en soulignant qu'en dépit de progrès substantiels réalisés aux niveaux programmatiques et techniques et, bien que la coordination se soit améliorée, aucune complaisance n'était permise étant donné que la mise en œuvre à grande échelle du programme de désarmement, démobilisation et réinsertion ne faisait que commencer. Il a ajouté qu'une consolidation des acquis politiques et qu'une amélioration du climat général de sécurité demeurent nécessaires avant que le programme ne puisse élargir le cadre de ses activités de manière sensible.

8. *Commentaires et débat.* En réponse à la présentation d'ouverture, les partenaires ont :

- noté avec satisfaction la finalisation d'un processus simplifié pour l'examen et l'approbation des projets spéciaux, en formulant le vœu que ce processus soit mis en œuvre avec souplesse et permette de répondre rapidement et adéquatement aux besoins nouveaux. Les partenaires ont convenu que le Secrétariat informerait régulièrement les points focaux du MDRP de l'état d'avancement des projets spéciaux par une mise à jour mensuelle ;
- suggéré qu'il serait bon de préciser le rôle des représentants régionaux du MDRP vis-à-vis des agences chefs de file et des bureaux de la Banque mondiale dans les pays MDRP ;
- demandé des rapports plus pragmatiques, axés sur les problèmes et les obstacles rencontrés dans le cadre du programme, afin de permettre aux partenaires d'examiner ces problèmes. Les partenaires ont également demandé que la documentation pour les réunions du Comité consultatif et du Comité du Fonds fiduciaire soit soumise cinq à dix jours ouvrables à l'avance afin de laisser suffisamment de temps pour les consultations au sein de leurs organismes et gouvernements, tout particulièrement pour les décisions de financement ; et,
- noté que l'intervention plus active du MDRP sur le terrain (au Burundi, par exemple) s'était traduite par une amélioration proportionnelle de la qualité de l'analyse, et recommandé de généraliser cet effort dans tous les pays MDRP.

9. La première session s'est achevée avec les déclarations des représentants des États-Unis et de la Banque africaine de développement. Le représentant des États-Unis a observé que, bien que le Gouvernement américain reste assujéti à des restrictions législatives qui limitent son aptitude à contribuer à un fonds fiduciaire non soumis à restrictions, il appuie fermement les activités de réinsertion dans la région des Grands lacs et entend maintenir cet appui à l'avenir. Le représentant américain a ajouté que son gouvernement travaillerait en étroite coordination avec les responsables des programmes des différents pays et que les missions de l'USAID finançaient des activités qui viendraient compléter les initiatives financées par le Fonds fiduciaire. Le représentant de la BAD a noté que l'organisation régionale suit de près les activités du MDRP

depuis le début et prévoit de renforcer son rôle dans le partenariat. À cet égard, il a noté que la BAD envisageait d'entreprendre un projet de DDR en Angola.

10. La réunion du Comité consultatif s'est poursuivie avec un débat sur les thèmes suivants.

- *Missions et réunions.* Les partenaires ont convenu que le Comité consultatif et le Comité du Fonds fiduciaire devraient continuer à se réunir deux fois par an et que ces réunions devraient se dérouler sur une période de deux jours et demi afin de permettre au groupe de coordination technique d'animer une première journée de débats axés sur les pays. Les partenaires ont décidé qu'il ne devrait y avoir qu'une seule mission de supervision conjointe par an, avant la réunion d'automne. D'autres missions conjointes pourraient être réalisées selon les besoins. Il a été noté qu'un certain nombre de missions supplémentaires liées aux cycles de préparation, d'exécution et de supervision des programmes, ou en appui aux travaux réalisés sur place par l'agence chef de file, seraient effectuées si nécessaire. Il a été convenu que les partenaires seraient avisés de ces missions dans les meilleurs délais possibles et invités à y participer le cas échéant.
- *Les directives proposées pour les agences chefs de file* ont été examinées. Ces directives ont pour objectif d'assurer une exécution homogène des tâches dans les pays participant au MDRP. Il a été convenu que les partenaires soumettraient leurs commentaires sous forme électronique au plus tard le 15 mai 2003.
- *Disparités dans l'échange d'informations entre le siège et les bureaux extérieurs des partenaires.* Afin de redresser ces écarts, le Secrétariat prendra des mesures pour améliorer la diffusion de l'information et faire en sorte que les points focaux MDRP et leurs représentants sur le terrain reçoivent informations et mises à jour régulières relatives aux pays MDRP concernés, y compris une notification préalable des dates et termes de référence des missions, et les rapports de mission. Il a été recommandé d'étendre aux autres pays MDRP le système d'échange d'informations utilisé pour le programme angolais de démobilisation et de réinsertion ;
- *Liens avec les processus politiques.* Les partenaires ont convenu que les aspects techniques des activités de DDR devraient être introduits dans le processus de paix le plus tôt possible afin de garantir que les accords correspondants sont réalistes et applicables. Ils ont réitéré l'appel lancé par les coprésidents dans le sens de renforcer les liens avec les processus menés en parallèle aux activités de DDR tels que le dialogue politique, les discussions liées au désarmement, le cantonnement, la réforme du secteur de la sécurité et les autres efforts de redressement et de reconstruction. Il a été noté qu'une analyse politique plus approfondie de l'évolution de la situation sur le terrain, en collaboration avec les représentants locaux des partenaires, améliorerait la qualité des programmes nationaux et des autres activités du MDRP. Les partenaires ont encouragé le Secrétariat à continuer de renforcer cet aspect dans ses analyses par pays. Les partenaires ont également demandé au Secrétariat d'élaborer un document d'orientation sur les liens entre le DDR et la réforme du secteur de la sécurité.
- *Ciblage du programme, groupes bénéficiaires secondaires et liens avec les autres programmes de redressement et de reconstruction.* Les partenaires ont reconfirmé que les anciens combattants, tels qu'initialement définis dans le document de stratégie du programme, devraient rester le principal groupe bénéficiaire du MDRP et ont recommandé

que le programme identifie bien tous les combattants comme tels. Cependant, reconnaissant la nature complexe des autres groupes vulnérables associés aux combattants (y compris les femmes, les enfants et les handicapés non-combattants), le Comité consultatif a demandé au Secrétariat du MDRP de préparer un document de réflexion sur l'assistance que le MDRP pourrait apporter - à travers l'établissement de liens avec les efforts d'assistance humanitaire, de reconstruction et autres mesures de redressement - pour répondre aux besoins de ces autres groupes. Le projet angolais qui vient d'être approuvé pour financement par le Fonds fiduciaire et qui se conforme aux principes du MDRP concernant les pratiques non discriminatoires envers les femmes associées aux forces armées fut cité en exemple dans ce contexte. Les membres du Comité consultatif ont encouragé le Secrétariat à continuer à soutenir de telles pratiques tout au long de la phase de mise en oeuvre des programmes nationaux et des projets spéciaux.

11. Le Comité consultatif a également examiné les problèmes nationaux suivants.

- Comme convenu durant la mission effectuée par les partenaires au **Burundi** en février, le Comité consultatif a recommandé de définir une position commune des partenaires du MDRP sur des questions clés telles que le cantonnement, l'échelonnement de l'intégration politique et militaire, la sensibilisation, etc. Il a également souligné l'importance de fournir un appui bilatéral à la mission de maintien de la paix de l'Union Africaine, de procéder à la phase de cantonnement et de fournir une assistance au gouvernement pour la réforme du secteur de la sécurité. Le Comité consultatif a d'autre part recommandé d'établir une présence permanente du MDRP dans le pays.
- En réponse à l'appel lancé au MDRP par le Gouvernement de la **République centrafricaine** pour l'aider à lancer un programme national de démobilisation et de réinsertion, il a été convenu que le PNUD, en tant qu'agence chef de file, consulterait dès que possible le gouvernement et les autres partenaires sur le calendrier et les termes de référence d'une mission technique d'identification.
- Il a également été convenu que le PNUD serait l'agence chef de file en **République du Congo** et que son représentant à Brazzaville déterminerait avec le gouvernement le calendrier et les termes de référence d'une mission sur l'élaboration d'un programme national.
- **RDC** : DPKO a présenté le rôle que la MONUC pourrait jouer en appui aux Congolais dans la réalisation des principaux objectifs du gouvernement de transition, en indiquant quatre domaines prioritaires : i) consolidation de la coordination politique internationale, ii) aide à la création d'un environnement favorable à la tenue d'élections (réforme du secteur de la sécurité, désarmement, démobilisation et réinsertion, police et prééminence du droit), y compris la préparation du processus électoral ; iii) présence accrue d'observateurs militaires et de civils dans l'Est pour aider les parties locales à résoudre le conflit ; et iv) poursuite des efforts de désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration et réinsertion (DDRRR). La MONUC a complété la présentation par un aperçu de l'état d'avancement de la composante DDRRR de son mandat et des difficultés rencontrées. On trouvera une présentation complète à la *Pièce jointe 6*.

Le PNUD a présenté une stratégie intérimaire pour la préparation d'un programme national de DDR (voir la *Pièce jointe 7*) à partir des recommandations de la mission effectuée par les

partenaires en février. Le PNUD a souligné que les préparatifs techniques seraient harmonisés avec les efforts politiques pour consolider la transition et assurer la participation nationale au processus de préparation. La stratégie comprendra une évaluation des activités de DDR en cours et une stratégie pour les enfants soldats, établira un groupe de travail technique, cherchera à dégager une vision commune pour le programme de DDR en RDC, renforcera les capacités des communautés d'accueil des soldats démobilisés et prévoira le rapatriement de l'ex-FAZ/FAC de la République du Congo. L'UNICEF a informé les partenaires qu'un séminaire avait été organisé à Kinshasa en avril dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie intérimaire de démobilisation et de réinsertion des enfants soldats, en ajoutant qu'une stratégie préliminaire assortie d'un plan de travail serait présentée sous peu.

En réponse à la présentation du PNUD, les partenaires ont :

- insisté sur la priorité à accorder à l'élaboration d'un programme national et souligné l'importance de l'adhésion nationale et de la participation du gouvernement au processus. Les partenaires ont souligné le caractère essentiel de la participation congolaise au groupe de travail technique, ajoutant que la désignation par le gouvernement d'un organe national unique était nécessaire pour assurer un dialogue cohérent ;
- suggéré que des termes de référence soient élaborés pour le groupe de travail technique, précisant que le groupe devait avoir une orientation technique et non politique ;
- noté que le PNUD, en tant qu'agence chef de file, représentait les partenaires du MDRP et que cela devait apparaître clairement dans le document de stratégie intérimaire. Les partenaires ont également insisté sur le fait que le programme national devait se conformer aux règles de financement du MDRP ;
- souligné la nécessité d'examiner la situation des Mai-Mai et proposé une stratégie pour s'attaquer à ce problème ;
- souligné l'importance d'établir des liens entre la stratégie intérimaire et le plan d'opérations conjointes (JOP) de la Mission d'observation des Nations Unies au Congo (MONUC) ; et
- noté l'importance d'assurer une coordination étroite avec les efforts de réforme du secteur de la sécurité.

Le PNUD a assuré les partenaires qu'il prendrait leurs commentaires en considération et resterait souple dans son approche. Les partenaires ont demandé où en était le mécanisme d'intervention rapide mis en avant par le PNUD lors de la réunion de La Haye. Le PNUD a indiqué que le mécanisme n'était pas encore au point mais il a été convenu que l'initiative pourrait être présentée comme projet spécial au comité ad hoc local de la RDC.

- **Ouganda** : Une approche en deux volets est envisagée, avec la préparation immédiate d'un projet spécial pour les forces irrégulières, tandis que l'élaboration d'un programme national n'interviendrait qu'au terme de l'examen en cours du système de défense afin de bénéficier de ses conclusions.

12. Un représentant du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies (SRSG) pour les Grands lacs a fait le point des préparatifs de la Conférence internationale pour la paix proposée. Le bureau du SRSG travaille en étroite collaboration avec l'Union Africaine sur cette

initiative, ainsi qu'avec la MONUC et le PNUD sur les questions de contrôle des armes légères. Trois thèmes centraux ont été retenus pour la conférence, qui ne pourra avoir lieu qu'après la mise en œuvre des accords de Lusaka et d'Arusha : i) paix et sécurité ; ii) démocratie et bonne gouvernance ; et iii) développement et intégration économique. Chaque pays de la région doit désigner un point focal pour préparer le programme de la conférence et assurer la participation active des pays concernés à la préparation de la conférence. Le rôle que le MDRP pourrait jouer dans cette initiative sera alors précisé.

Réunion du Comité du Fonds fiduciaire

13. *Point de situation du Fonds fiduciaire du MDRP.* L'administrateur du Fonds fiduciaire du MDRP a fait un point de situation du Fonds fiduciaire et observé qu'à dater de fin mars la Banque avait signé avec les onze bailleurs de fonds des accords portant sur des contributions au MDRP à long terme d'un montant approximatif de 190 millions de dollars américains. Sur la base des recettes prévisionnelles du Fonds fiduciaire et des décaissements prévus pour le programme, il est estimé que la situation de trésorerie du Fonds fiduciaire du MDRP (Pièce jointe 4, Annexe 3a) resterait saine jusqu'à la fin de 2003. Cependant, à partir de 2004, et selon les délais de mise en œuvre des programmes nationaux, le Fonds fiduciaire pourrait être contraint de lever des fonds supplémentaires pour couvrir les engagements prévus.

14. *Travaux et décisions concernant les activités du MDRP.* Dans leur demande d'approbation par le Comité du Fonds fiduciaire du MDRP d'une subvention de quelque 50 millions de dollars³ au programme angolais de démobilisation et de réinsertion (ADRP), le Secrétariat du MDRP et le représentant du programme national angolais ont présenté une description sommaire de l'ADRP au comité. Le Comité du Fonds fiduciaire a **approuvé** la subvention du MDTF en faveur de l'Angola et donné son **appui** à l'instruction accélérée du projet spécial visant à faciliter la réinsertion des anciens combattants de l'UNITA pendant la mise en place des mécanismes d'exécution du programme national. Compte tenu de l'engagement du gouvernement (exprimé dans sa lettre de politique de démobilisation) à réorienter l'investissement public du secteur militaire vers le secteur social, ainsi que des questions concernant la gestion financière du secteur public, les partenaires ont demandé d'inclure une séance d'information dans la prochaine réunion du Comité du Fonds fiduciaire sur les mesures prises pour améliorer les méthodes de gestion des finances publiques en Angola, et en particulier les affectations budgétaires.

Réunion du Comité consultatif (suite)

15. *Examen des autres mesures à prendre.* Après la réunion du Comité du Fonds fiduciaire, le Comité consultatif a identifié les mesures suivantes à prendre et arrêté le programme de travail du MDRP pour les six prochains mois (voir Pièce jointe 4, Annexe 4). Les principales activités prévues pour le prochain semestre sont les suivantes :

- assistance au Gouvernement du Burundi pour l'élaboration et l'intromission de la mise en œuvre d'un programme national (mai/juin), pourvu que les initiatives de paix en cours le permettent ;

³ Le MDRP estime le déficit de financement actuel de l'ADRP à 53 millions de dollars, dont le projet spécial avec le PNUD couvrira 3 millions de dollars sous forme d'aide à la réinsertion.

- assistance au Gouvernement de l'Ouganda pour tirer les leçons des efforts précédents de démobilisation et de réinsertion (juin/juillet) ;
- finalisation et mise en œuvre de la stratégie intérimaire de DDR en RDC (mai/septembre) ;
- missions d'évaluation et/ou d'identification pour un programme national en République centrafricaine et au Congo/Brazzaville (dates à déterminer pour les deux missions) ;
- examen, approbation finale et attribution des marchés pour les projet spéciaux en Angola (mai), en RDC (mai-juin), au Burundi (juin) et éventuellement en Ouganda ;
- assistance à l'atelier de suivi et d'évaluation pour les membres du groupe de coordination technique (juillet) et maintien de l'appui aux efforts de communications transfrontalières entre la RDC et le Rwanda ;
- lancement du site web du MDRP (juin) ;
- recrutement d'un nouveau responsable du programme (août/septembre) ;
- mission de supervision conjointe du MDRP (septembre) ; et réunion semestrielle des partenaires du MDRP (octobre).

III. Allocution de clôture et étapes suivantes

16. *Allocution de clôture.* Le coprésident représentant la Banque mondiale a conclu la réunion par un bref exposé (voir *Pièce jointe 8*) dans lequel il a résumé les discussions et décisions du Comité consultatif et du Comité du Fonds fiduciaire. Le coprésident est revenu sur les progrès réalisés dans le cadre du MDRP tout en mentionnant les difficultés qui subsistent au niveau de la région et du programme. Afin de renforcer les activités du MDRP, le coprésident a souligné la nécessité d'améliorer la diffusion et le partage de l'information entre les partenaires et de maintenir le programme de missions de supervision conjointe annuelles. Il a rappelé que le comité était en faveur de l'introduction des questions liées au DDR dans les processus de paix régionaux le plus tôt possible, de maintenir les anciens combattants au rang de principal groupe bénéficiaire du programme tout en s'assurant que les besoins des autres groupes vulnérables sont pris en compte par des programmes concomitants, de dégager une vision commune entre les partenaires pour la conception du programme envisagé au Burundi, et de fournir un appui aux forces de maintien de la paix de l'Union Africaine. Le coprésident a pris acte de l'approbation d'une subvention du Fonds fiduciaire du MDRP en faveur du programme angolais de démobilisation et de réinsertion, de la recommandation d'établir une présence permanente du MDRP au Burundi, et de fournir aux gouvernements de la République centrafricaine et du Congo/Brazzaville une assistance dans la conception de leurs programmes nationaux. Enfin, le coprésident s'est félicité des mesures prises par le PNUD en RDC pour ébaucher une stratégie intérimaire de DDR en collaboration étroite avec les autorités congolaises et les partenaires du MDRP.

17. *Étapes suivantes.* Le président a conclu en rappelant les mesures clés à prendre pour donner suite aux décisions prises durant la réunion, à savoir :

- Finaliser l'accord de subvention du Fonds fiduciaire du MDRP en faveur du programme angolais de démobilisation et de réinsertion ;
- Accélérer le processus d'approbation des propositions de projet spécial et les accords de subvention associés pour la RDC, l'Angola et le Burundi ;
- Réaliser des missions d'évaluation et/ou d'identification en République centrafricaine et au Congo/Brazzaville sur la base de termes de référence et d'un calendrier à définir par le PNUD et les partenaires locaux du MDRP ;
- Rédiger un document d'orientation sur les liens entre la réforme du secteur de la sécurité et le DDR ; un document sur les options proposées pour venir en aide aux autres groupes vulnérables associés aux combattants ; un rapport sur les mesures prises par le Gouvernement angolais pour améliorer la gestion financière du secteur public ; et une note détaillant les éléments d'une vision commune pour le Burundi ;
- Améliorer les délais de soumission de rapports et d'échange d'informations entre les partenaires sur les initiatives du MDRP et les activités générales de DDR.

18. Il a été convenu qu'une mission de supervision conjointe du MDRP serait effectuée aux alentours de septembre 2003, et fournirait des éléments d'information importants pour la prochaine réunion du Comité consultatif et du Comité du Fonds fiduciaire en octobre. L'UNICEF a réitéré son offre d'accueillir cette réunion à Nairobi, pourvu que les conditions de sécurité le permettent.

19. En conclusion, le coprésident représentant la Banque mondiale a avisé le Comité consultatif que Markus Kostner quitterait son poste de responsable du MDRP le 1^{er} mai 2003 pour se consacrer exclusivement à ses fonctions de spécialiste principal du conflit et du développement en Afrique. Le président a exprimé sa profonde reconnaissance à Markus pour sa détermination à faire du MDRP une réalité et les partenaires ont personnellement remercié Markus de ses efforts et de son adhésion inébranlable au processus. Le président a assuré les partenaires du MDRP que la région Afrique de la Banque mondiale se faisait une priorité de rechercher un candidat hautement qualifié pour le poste de responsable du MDRP et devrait avoir quelqu'un en place avant la prochaine réunion des partenaires. À l'intérim, le coordonnateur du Fonds fiduciaire du MDRP, Sean Bradley, gèrera les opérations courantes du programme, tandis que Markus restera à sa disposition pour l'éclairer sur les questions essentielles.

Pièce Jointe N. 1

ORDRE DU JOUR

Lundi 28 avril

Réunion technique: Point de situation pour chacun des pays (Groupe de Coordination Technique (TCG) et points focaux MDRP intéressés)

8:30 Enregistrement des délégués / café

9:00 Points de situation par pays – pendant cette séance, les membres du TCG feront une courte présentation des progrès enregistrés ainsi que des difficultés rencontrées dans leur pays respectif. Chaque présentation sera suivie d'une période de discussion.

12:30 Déjeuner

14:00 Points de situation par pays – continuation de la séance

17:30 Conclusions de la réunion technique / revue des étapes suivantes

18:00 Fin de la séance

Mardi 29 avril

Réunion du Comité Consultatif (partenaires MDRP)

8.30 Enregistrement des délégués /café

9.00 Ouverture des réunions (Emmanuel Mbi)

9.15 Séance 1: Bilan général des activités entreprises à ce jour

- Programmatiques
- Administratives – Secrétariat du MDRP
- Procédures

10.00 Séance 2: Période de discussion – bilan des six derniers mois; autres sujets possibles: organisation des missions et réunions, coordination dans les pays MDRP/ responsabilités des agences «chefs de file» (lead agencies), relations avec les processus politiques, etc...

12.30 Déjeuner

Réunion du Comité du Fonds Fiduciaire (Bailleurs contribuant au MDTF)

14:00 Fonds fiduciaire multi-bailleurs: point de situation à ce jour

14:15 Actions requises sur les programmes nationaux

15:15 Point de situation sur les projets spéciaux

16:30 Point de situation sur les initiatives régionales

18:00 Réception pour tous les participants

Mercredi 30 avril

Réunion du Comité Consultatif (continuation)

8:30 Discussion sur les questions de DDR en RDC et dans la région élargie des Grands Lacs

10:30 Programme de travail avril – juin 2003

11:15 Autres questions

- Renforcer la coordination
- Renforcer la participation des organisations régionales
- Date et lieu de la prochaine réunion

12:30 Conclusions

13:00 Déjeuner

Fin de la réunion des partenaires MDRP

Pièce Jointe N. 2

LISTE DES PARTICIPANTS

Belgium

Ms. Sophie da Câmara
Expert, Central Africa
Director General for International Cooperation

Ambassador Koen Vervacke
Roving Ambassador for the Great Lakes
Ministry of Foreign Affairs

Canada

Ms. Frances Tanner
MDRP Focal Point
CIDA

Mr. Patrick Hébert,
Second Secretary of the Canadian Embassy to France

France

Mme. Aline Kuster-Ménager
Chef du Département Afrique-Océan indien
Direction Générale de la Coopération et du Développement
Ministère des Affaires Étrangères

Ms. Dominique Doudet
Sous-Direction d'Afrique australe et de l'Océan indien
Ministère des Affaires Étrangères

Mr. Laurent Viguie
Ministère des Affaires Étrangères

Ms. Agnes Humruzian
Ministère des Affaires Étrangères

Germany

Mr. Andreas Pfeil
Deputy Head of Division
Division Central Africa, West Africa and Madagascar
Ministry for Economic Cooperation and Development

Italy

Mr. Giovanni Baticci
Director General
Ministry of Foreign Affairs

Netherlands

Mr. Martin Koper
Deputy Head of the Peacebuilding
And Good Governance Division
Ministry of Foreign Affairs

Mr. Peter Muler
Ministry of Foreign Affairs

Norway

Ms. Bodil Michelsen
Senior Executive Officer
Section for African Affairs
Royal Norwegian Ministry of Foreign Affairs

Mr. Tor Øyvind Tanum
Adviser
Department for Southern Africa
NORAD

Sweden

Mr. Staffan Tressing
Embassy of Sweden in Paris

United Kingdom

Mr. Desmond Curran,
Head of the Great Lakes Program
DFID

Mr. Bernard Harborne
Senior Conflict Advisor on Africa
DFID

USA

Mr. Charles Neary
First Secretary
African Affairs
US Embassy in Paris

GOVERNMENT PARTICIPANTS

Angola

General Antonio Francisco de Andrade
Director General
Institute of Reintegration Socio-Professional of Ex Combatants

Burundi

Colonel Mamert Sinarinzi
Coordinator BEAP
Ministry of Defense

Central African Republic

Colonel Jules Bertrand Ouande
Secrétaire d'Etat à la Défense, Chargé du Désarmement
Ministère de la Défense

Mr. Harouna Dan Malam
Conseiller International/ UNDP-CAR

Mr. Aleck Gaspard Soupene
Expert National/ UNDP-CAR

Democratic Republic of the Congo

Mr. Sébastien Limbaya Kirongozi
Directeur de Cabinet adjoint
Ministère de la Défense nationale

Republic of Congo (Brazzaville)

Mr. Michel Ngakala
Haut Commissaire
Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-combattants

Mr. Joseph Mbossa
Directeur de Cabinet
Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-combattants

Mr. Valérien Mudoy
Chargé de la Société Civile & DDR
Ambassade de la République du Congo auprès du Bénélux
Bruxelles

Mr. Henri Dimi
Conseiller
Ambassade de la République du Congo auprès du Bénélux
Bruxelles

Rwanda

Lt. Col. John Zigira
Commissioner
Rwanda Demobilization and Reintegration Commission

Uganda

Major General Emilio Mondo
Executive Secretary
Uganda Veterans Assistance Board

MULTILATERAL INSTITUTIONS

African Development Bank (AfDB)

Mr. Nadji Safir

Manager
Social Development Division

Mr. Justin Murara
Poverty Alleviation Specialist
Social Development Division

European Commission

Mr. Peter Christiansen
Head of the Great Lakes & Central Africa Unit
DG Development

Mr. Richard Wyatt
Great Lakes Coordinator
DG Development

International Labor Organization (ILO)

Mr. Touré Cheaka
ILO Yaoundé

UN – Department of Peace Keeping Operations

Ms. Margaret Carey
Deputy Head
Africa Division

UN – Department of Political Affairs

Cheick Lamine Conde
Office of the Special Representative of the Secretary-General
for the Great Lakes Region

MONUC

Mr. Ely Dieng
DDRRR Division
MONUC Kinshasa, DRC

United Nations Development Program (UNDP)

Mr. Babacar Cissé
Coordinator
Countries in Special Development Circumstances Unit

Mr. Herbert M'cleod
Resident Representative in the DRC
And Humanitarian Coordinator

Ms. Judith K. Suminwa
UNDP – DRC

Ms. Rajakumari Jandhyala
UNDP – DRC

Ms. Marie Dimond
Program Specialist
Bureau of Crisis Prevention & Recovery (BCPR)

Ms. Stéphanie Kuttner
Regional Focal Point
Africa/Greater Great Lakes
Bureau for Crisis Prevention and Recovery

UNESCO

Mr. Hamrol Bedogni
Senior Program Specialist
«Section pour l'Appui aux Pays en Situation de Crise
Et de Reconstruction»

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)

Ms. Elizabeth Tan
Office of the Director
Africa Bureau

United Nations Children's Fund (UNICEF)

Mr. Manuel Fontaine
Child Protection Section
Program Division
UNICEF Headquarters

World Bank

Mr. Emmanuel Mbi
Country Director
South-Central Africa and the Great Lakes

Mr. Markus Kostner
MDRP Manager

Mr. Sean Bradley
Trust Fund Administrator
MDRP Secretariat

Mr. Gregory Alex
Senior Demobilization and Reintegration Specialist
MDRP Secretariat

Ms. Roisin De Burca
Senior Demobilization and Reintegration Specialist
MDRP Secretariat

Mr. Kees Kingma
Senior Demobilization and Reintegration Specialist
MDRP Secretariat

Ms. Natacha Meden
Communications Officer
MDRP Secretariat

Mr. Adriaan Verheul
Senior Demobilization and Reintegration Specialist
MDRP Secretariat

Pièce Jointe N. 3.a
Opening Remarks, World Bank Co-Chair

MDRP Partners' Meeting - World Bank Office, Paris, France
April, 29-30, 2003

Opening remarks by Emmanuel Mbi,
World Bank Country Director, South-Central Africa and the Great Lakes

Dear Friends and Colleagues,

- **It gives me great pleasure to see so many of you here today** as we meet again to discuss how we can move forward on our common agenda in pursuit of the consolidation of peace and stability in the Greater Great Lakes region. I see many familiar faces, as well as some new ones. Many of you have traveled long distances to get here, particularly our colleagues from the region, and I extend a warm welcome to all of you.
- A year has passed since the launch of the MDRP last April, here in Paris. Looking back, one can see that **the concept we endorsed then has begun to take hold** and that MDRP operations are beginning to take off. At the same time, **we still have a considerable distance to go.**

Let me start with the progress so far

- **Since our last meeting in the Hague in November 2002, the Program has continued to make progress** towards achieving its stated objectives, which are:
 - to provide a comprehensive framework for disarmament, demobilization and reintegration for the Greater Great Lakes region;
 - to establish a consistent mechanism for donor coordination and resource mobilization; and
 - to serve as platform for national consultative processes.
- **The MDRP is now active in seven countries**, two of which (Angola and Rwanda) have now met all requirements for support under the MDRP framework. This attests, first and foremost, to the courage and commitment of the Governments involved, but also to the dedication and hard work of all MDRP partners. I congratulate you all on these important achievements. Other countries have taken important steps toward meeting the criteria for support under the MDRP.
- **We have also seen important progress on the administrative and management side** of the Program. To serve MDRP partners better, the MDRP Secretariat is now fully staffed at headquarters as well as in the field with a permanent presence in Kinshasa and Kigali. Allow me to urge you to introduce yourselves to the new Secretariat staff as most of them will be here throughout the meetings on their way to or from the Great Lakes.
- **On the financial side, administrative agreements have now been signed with all eleven donors** to the Trust Fund and approximately **50 million dollars** is currently available for MDRP operations. There will also soon be significant disbursements of resources. Actual

and committed expenses amount to about \$16 million and commitments of an estimated 75 million more are expected by the end of June.

- **The success of the initial resource mobilization effort is a testimony to donors' commitment** to the regional approach for DDR in the Greater Great Lakes. It also makes the MDRP a unique and valuable tool for peace building, serving to take advantage of what are often narrow windows of opportunity with rapidly available financial and technical resources.
- **Coordination amongst partners has improved** and greater transparency surrounding the preparation of DDR activities is noticeable in several MDRP countries. I think that we are developing a greater appreciation of how DDR is linked to peacekeeping and peacemaking, security sector reform, and recovery efforts. In several countries, the Government or the MDRP lead agency on the ground has established effective coordination mechanisms for the specific purpose of enhancing cooperation between partners in the area of DDR.

But let's be frank, there is still a long way to go...

- **Clearly, the success of the program is dependent on the success of the political dialogue in the region.** On the ground, important steps have been made towards peace in some countries of the region, especially in Angola, Congo and the DRC. Still, the region remains a scene of immense human suffering and huge development challenges. Well-planned and well-executed DDR programs can make a big difference in removing important sources of instability, and consolidate the various peace processes.
- **To achieve this, a central responsibility rests with the MDRP countries themselves.** At a time when the attention and resources of the international community are focused on the Middle East, it is more important than ever for the countries of the region to show their political commitment to peace and to do so in a tangible manner.
- **But we, on the donor side, also need to step up our efforts.**
- **We need to further strengthen our partnership,** and in particular to arrive at a better common understanding on the way forward and on the most appropriate roles for all parties. Given the challenges of the Greater Great Lakes region, the importance of closer cooperation and collaboration among all partners can not be overemphasized.
- **We need to step up our financial effort,** and to put in place the type of resources that will be necessary to implement DDR, to provide concrete support to the process as the countries are moving towards peace and reconciliation. And I should emphasize here that **timing is of the essence** – belated support will come too late.

Dear friends,

- Our meeting coincides with an important juncture in the regional peace process. We have a heavy agenda and I have no doubt that the discussions of yesterday, today and tomorrow have been and will be frank, constructive, and full of new ideas to help tackle the challenges of the region. **I am looking forward to these interactions.**

Thank you.

Pièce Jointe N. 3.b
Opening Remarks, French Co-Chair

MDRP Partners' Meeting - World Bank Office, Paris, France
April, 29-30, 2003

Opening remarks by Aline Kuster-Ménager
Chef du Département Afrique – Océan indien
Direction Générale de la Coopération et du Développement
Ministère des Affaires Etrangères, France

Chers collègues,

Je suis ravie que les circonstances nous aient conduit à tenir cette réunion à Paris et vous souhaite la bienvenue.

Un an après le lancement de notre programme, les conditions sont maintenant réunies pour que nous agissions. L'outil que nous avons patiemment construit, comme nous l'a indiqué Emmanuel Mbi est prêt à fonctionner : les structures ont été posées, les procédures affinées, les bailleurs ont rempli leurs engagements financiers ou s'appêtent à le faire. Un premier accord de don sur le fonds fiduciaires a été adopté en faveur du Rwanda et le programme national de l'Angola est soumis à notre approbation. Parallèlement, les premiers projets spéciaux ont été approuvés. Tous ces éléments sont très positifs.

Ce passage à la phase opérationnelle vient à point nommé pour accompagner des processus de paix qui ont marqué récemment des progrès porteurs d'espoir ou se sont confortés dans plusieurs pays. En RDC, la signature de l'accord de Sun City marque une étape importante et la mise en place attendue du gouvernement de transition prend de jour en jour plus de réalité. Au Burundi, la concrétisation très prochaine de la passation de pouvoir et la mise en place d'une force de l'Union Africaine confortent les espoirs mis dans le processus de paix. En Angola, le processus s'est affermi et un important travail a d'ores et déjà été accompli en faveur des populations touchées par la guerre. En RCA, où les récents événements ont reporté la mise en place d'un programme de DDRRR dont les premiers fondements avaient été posés, la promptitude à se saisir de ce problème manifestée par la délégation centrafricaine hier témoigne d'un engagement digne de considération, parallèlement aux premiers signes positifs du nouveau gouvernement en faveur de la réconciliation, du dialogue national et du retour à la démocratie.

Ces considérations doivent nous rappeler que le DDRRR n'est pas un programme de développement « ordinaire », mais qu'il est intimement lié à un processus politique issu d'une volonté nationale. Ses modalités touchent très directement aux ressorts des conflits et à la souveraineté des états. Elles supposent, pour qu'en soient posées les bases, un consensus et un engagement fort de toutes les parties, ce qui le lie très étroitement aux calendriers politiques. Il implique également, notamment dans sa phase initiale de désarmement, que les bénéficiaires aient confiance dans le processus de paix, il nécessite enfin, à plus long-terme, un espoir dans l'avenir, c'est tout l'enjeu du dernier « R », peut-être le plus difficile à construire, mais aussi le

plus déterminant pour la pérennité et l'irréversibilité du processus. Il est important que nous concentrons nos efforts dans la durée.

Si la responsabilité première va aux parties au conflit et aux responsables politiques, les bailleurs, à travers leur capacité à mobiliser les fonds en temps utile ont également une lourde charge. C'est le défi qui nous est lancé aujourd'hui alors que le MDRP est « à la croisée des chemins ». L'argent est là, les procédures sont bouclées, nos partenaires sont fortement mobilisés et sont prêts à poursuivre leurs efforts : nous ne devons pas les décevoir ; là où les conditions sont remplies, nous devons rapidement être en mesure de traduire en actions les stratégies qu'ils ont élaborées avec notre appui. Nous devons également savoir trouver la souplesse nécessaire pour nous adapter à des processus évolutifs. L'approche progressive validée à La Haye avec la mise en place de projets spéciaux traduit cette volonté. La stratégie intérimaire que le PNUD nous propose sur la RDC va dans ce même sens. Nous devons également veiller à dispenser équitablement les fonds du programme et préserver nos capacités d'agir en faveur de l'ensemble des bénéficiaires.

Pour terminer ce propos, je voudrais vous faire part d'une vive préoccupation : une inquiétude paradoxale nous a traversé l'esprit hier lorsque nous préparions cette session avec l'équipe de la Banque : et si le processus de paix s'accélérait ? Certains signes avant-coureurs nous amènent à nous interroger... On ne peut bien sûr que se réjouir de cette inquiétude nouvelle qui habite les responsables de la Banque, car elle privilégie le scénario de la paix ; elle doit nous amener à prendre conscience que les fonds actuellement disponibles dans le fonds fiduciaire ne nous permettent pas de répondre à ce scénario optimiste. Il faut souhaiter que la mise en œuvre rapide des premiers projets ouvre la voie à de nouveaux engagements des bailleurs. La communauté internationale doit se tenir prête à soutenir en temps et en heure les processus engagés. Je souhaite que cette réunion nous permette de progresser ensemble vers le succès du MDRP.

**Pièce Jointe N. 4:
MDRP Semi-Annual Progress Report (January – March, 2003)**

Programme multi-pays de démobilisation et de réinsertion

Rapport d'activité et plan de travail

janvier – mars 2003

21 avril 2003

1. Le présent rapport fait le point des activités mise en œuvre dans le cadre du Programme multi-pays de démobilisation et de réinsertion (MDRP) depuis le dernier rapport d'activité trimestriel (18 janvier 2002). Le rapport reprend les quatre composantes principales du MDRP, à savoir : i) programmes nationaux de démobilisation et de réinsertion ; ii) projets spéciaux ; iii) activités régionales ; et iv) gestion globale du programme. Un plan de travail révisé pour la période avril–juin 2003 est également joint à ce rapport.

1. Programmes nationaux

RWANDA

2. Les partenaires du MDRP ont convenu lors de la réunion de la Haye, le 8 novembre 2002, que le Rwanda répondait aux conditions requises pour recevoir l'appui du MDRP et un accord de subvention, d'un montant de 14,4 millions de dollars, a été signé le 18 avril 2003. La Commission rwandaise de démobilisation et de réinsertion (RDRC) supervise toutes les activités de démobilisation et de réinsertion et le Secrétariat technique est chargé de la mise en œuvre et de l'appui à ces activités. Le don subventionné par le MDTF entrera en vigueur et sera accessible au gouvernement pour le programme national une fois que les systèmes et procédures de gestion financière du Secrétariat technique auront été suffisamment renforcés. Le dialogue entre la RDRC et ses homologues en RDC a abouti à une coopération sur i) le désarmement, la démobilisation et le rapatriement transfrontaliers ; et ii) une meilleure sensibilisation des deux côtés de la frontière. À ce jour, le Programme rwandais de démobilisation et de réinsertion (RDRP), Phase II⁴, a démobilisé et fourni une assistance à 8 648 soldats de l'armée nationale, la RDF, et à 2 970 membres des groupes armés rwandais, dont 454 enfants. Le RDRP a pris d'importantes mesures de renforcement des capacités pour aider les comités de développement communautaire à assumer leurs fonctions d'aide à la réinsertion pour les anciens combattants. Le programme reçoit un appui bilatéral du Royaume-Uni (5 millions de dollars, et environ 2 millions de livres sterling) et de l'Allemagne.

Angola

⁴ La phase I du RDRP s'est déroulée de 1997 à 2001.

3. Le Programme angolais de démobilisation et de réinsertion (ADRP) a été présenté au Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale et approuvé le 27 mars 2003. Le programme bénéficie d’un don de 33 millions de dollars de la Banque mondiale et une demande de subvention de 53 millions de dollars a été soumise au Comité du Fonds fiduciaire du MDRP. Selon les prévisions actuelles, le financement bilatéral du programme par les partenaires devrait atteindre ou dépasser 17 millions de dollars.

4. Les doutes qui pesaient sur l’engagement et l’aptitude du gouvernement à bien gérer le programme ont été en partie dissipés. Une mission de post-évaluation réalisée par la Banque mondiale en février 2003 a conclu que : i) le gouvernement a pris des mesures efficaces pour enregistrer les anciens combattants de l’UNITA, verser les traitements en souffrance à titre d’aide à la réinsertion et fournir un kit de réinstallation ; ii) les dispositifs institutionnels ont été renforcés et le principal organisme de coopération du gouvernement, l’IRSEM, est prêt à fonctionner ; et iii) le gouvernement a reporté la date de clôture des zones de regroupement, allégeant ainsi les pressions qui pèsent sur les organisations d’aide humanitaire pour réinstaller les nombreuses personnes à relocaliser. D’autre part, à la fin du mois de mars, l’IRSEM avait pris les mesures requises pour répondre aux conditions d’entrée en vigueur (notamment l’évaluation des propositions reçues pour l’unité de gestion financière et de passation des marchés du programme), de sorte que l’ADRP a pu démarrer avant juin 2003.

Autres programmes

5. En étroite collaboration avec les partenaires, le Secrétariat du MDRP a pris des mesures initiales à l’appui d’autres programmes nationaux éventuels.

- Burundi. Le gouvernement a confirmé son intention de mettre sur pied un programme national de démobilisation et de réinsertion dans le cadre du MDRP et a demandé à la Banque mondiale de diriger l’effort des partenaires à cet égard. Une mission d’évaluation conjointe du MDRP effectuée en janvier 2003 et une mission de préparation technique réalisée par la Banque mondiale en février/mars 2003 ont permis de conclure que le processus de paix avait bien avancé depuis la mission de supervision d’octobre 2002 et que le plus pressant était à présent d’élaborer un programme national. Le gouvernement a créé un comité de préparation du programme composé de représentants des ministères de la Défense, de la Planification et de la Reconstruction, et des Finances. Le gouvernement et la Banque ont décidé d’un commun accord d’établir un mécanisme PPF pour financer les activités de préparation du programme. Après s’être penché sur un projet de structure institutionnelle, le gouvernement a décidé de ne mettre aucune structure en place avant le transfert de pouvoir le 1^{er} mai. Le gouvernement est particulièrement sensible à la nécessité de consulter les groupes armés dans la phase de conception du programme. Après la présentation, l’examen et la révision d’une proposition de projet spécial par l’UNICEF, le gouvernement a décidé de ne pas approuver d’autres projets spéciaux. Dans l’éventualité de besoins de financement urgents, le gouvernement utilisera les ressources du fonds d’aide de la Banque mondiale aux pays sortant d’un conflit (PCF) auquel il a déjà droit.
- République centrafricaine. En réponse à une demande d’aide du MDRP soumise par le gouvernement pour étendre le Programme national de démobilisation et de réinsertion

(PNDR) financé par le PNUD, une mission a été effectuée en février afin d'analyser la situation actuelle sur le terrain et de réunir les éléments nécessaires pour élaborer un programme de désarmement, démobilisation et réinsertion plus complet dans le cadre du MDRP. La mission a précisé les paramètres requis pour accéder aux appuis du MDRP et encouragé le gouvernement à se pencher de plus près sur les modalités de démobilisation et de réinsertion des anciens combattants dans le contexte de la réforme du secteur de la sécurité. Cependant, vu l'instabilité des derniers mois, la chute du gouvernement en mars et la constitution d'un nouveau gouvernement, une nouvelle évaluation devra être effectuée en temps utile.

- Congo. La signature récente de l'Accord sur la cessation des hostilités le 17 mars, qui a mis fin aux affrontements dans la région du Pool, est un événement propice pour le MDRP. Les représentants des deux parties opposées se penchent actuellement sur les aspects pratiques de la mise en œuvre de l'accord. Une évaluation conjointe indépendante commanditée par l'Union européenne et le PNUD a été effectuée en février pour examiner le projet PNUD/OIM récemment achevé et les activités de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) financées par l'IDA. Le Secrétariat du MDRP a participé à l'évaluation de façon à déterminer les possibilités de poursuivre et compléter les activités antérieures et celles actuellement en cours par une intervention du MDRP. L'équipe d'évaluation a conclu que : i) les enseignements tirés de l'expérience passée et les bases de données des bénéficiaires n'ont pas été suffisamment diffusés ; ii) la création du Haut Commissariat a renforcé l'adhésion nationale aux programmes de DDR ; et iii) un programme national de démobilisation et de réinsertion, qui soit lié à la réforme du secteur de la sécurité, pourrait bénéficier de l'appui du MDRP.
- RDC. La signature de l'Acte final du dialogue intercongolais à Sun City, en Afrique du Sud, le 2 avril 2003 est un événement très positif pour le processus de paix général dans la région. Avec la mise en place du gouvernement de transition, et sous l'égide du PNUD, les partenaires du MDRP travaillent avec toutes les parties représentées au sein du gouvernement afin de poursuivre les discussions sur les activités de DDR dans l'espoir de mettre au point un programme national de DDR bénéficiant de l'assentiment général et directement lié à la réforme du secteur de la sécurité. Avant la signature de l'Acte, les partenaires du MDRP ont effectué une mission conjointe en février et conclu qu'il fallait : 1) mieux structurer l'appui de la MONUC et collaborer davantage avec cette dernière sur les questions de DDR concernant les groupes armés étrangers ; 2) obtenir l'engagement plus actif des intervenants nationaux et des partenaires internationaux, tout particulièrement au niveau de la réforme du secteur de la sécurité, de l'aide humanitaire et de l'aide au développement ; 3) mieux définir les méthodes d'engagement des communautés locales pour faciliter l'accès aux groupes armés ; 4) s'attacher davantage à créer un climat de confiance ; et 5) clarifier la question du financement des personnes à charge.

- Ouganda. Le gouvernement a soumis une demande officielle d’aide financière et technique pour mettre sur pied un programme national de démobilisation et de réinsertion, mais la mission d’identification de programme prévue a été reportée compte tenu des questions des bailleurs de fonds concernant le niveau des dépenses militaires de l’État. Entre-temps, le gouvernement a pris des mesures importantes pour faciliter la formulation d’un programme national. Il a notamment entrepris un examen général du système de défense avec l’appui de DFID et a initié la préparation d’un cadre institutionnel qui intégrera les travaux du Conseil ougandais d’aide aux anciens combattants (UVAB) et de la Commission ougandaise d’amnistie pour élaborer un programme national. Une mission d’information réalisée en mars 2003 a conclu à la nécessité : i) de renforcer la collaboration entre l’UVAB et le ministère de la Défense pour l’examen du système de défense ; ii) d’analyser les « enseignements tirés » des efforts antérieurs de démobilisation et de réinsertion ; et iii) de mettre sur pied un comité ad hoc local pour examiner la proposition de projet spécial dont le gouvernement a confirmé qu’elle serait présentée au Secrétariat du MDRP. La mission a recommandé que le gouvernement et les bailleurs de fonds approuvent une demande de projet spécial dans le cadre du MDRP pour fournir une aide à la réinsertion des soldats de la Lords Resistance Army (LRA), sous réserve que les négociations de paix aboutissent. Il est prévu d’inscrire une éventuelle mission conjointe d’identification du MDRP à l’ordre du jour de la réunion du Comité consultatif fin avril.

2. Projets spéciaux

6. Le Secrétariat du MDRP a répondu à toutes les demandes officielles de projet spécial soumises à ce jour et plusieurs propositions sont en cours de révision pour inclure les commentaires des comités ad hoc locaux. À Kinshasa, le deuxième comité d’examen ad hoc local s’est réuni le 14 février 2003 et quatre propositions révisées ont été examinées. Deux ont été recommandées pour approbation, une a été recommandée pour approbation moyennant certaines modifications, et la quatrième a été retirée par l’entité postulant. Le premier comité d’examen ad hoc local s’est réuni à Bujumbura le 20 février 2003, où une proposition de projet spécial a été examinée et renvoyée pour révision. À Luanda, le premier comité d’examen ad hoc local s’est réuni début mars pour examiner une proposition, qui a été recommandée pour approbation sous réserves de modifications. L’Annexe 1 fournit une description plus détaillée du stade d’avancement de l’examen des projets spéciaux.

7. Le Secrétariat du MDRP a révisé et finalisé les procédures et directives pour les projets spéciaux, y compris la documentation à l’appui, et soumis ces directives avec le premier projet spécial (en RDC) pour approbation. L’accord de subvention pour le premier projet spécial doit être signé d’ici à début mai 2003.

3. Activités régionales

Sensibilisation transnationale RDC-Rwanda

8. L’initiative a véritablement pris forme lorsque les gouvernements des deux pays ont officiellement approuvé la stratégie conjointe de communication et de sensibilisation arrêtée à

Magaliesburg (décembre 2002). Des mesures ont été prises pour la mettre en œuvre, avec la préparation des documents à diffuser (brochures, dépliants, bandes dessinées, etc.) et l'organisation logistique de la campagne. Des problèmes de capacité ont cependant causé des retards dans la mise en oeuvre et le Secrétariat du MDRP a effectué une mission de suivi en mars 2003 pour aider les deux équipes techniques à surmonter ces difficultés.

4. Gestion du programme

COORDINATION DU PROGRAMME

9. Durant les trois mois couverts par le rapport, le Secrétariat du MDRP a participé à plusieurs réunions concernant les activités de DDR dans la région des Grands lacs, à savoir :

- Réunions au sujet du Burundi : Les représentants du MDRP et de la région des Grands lacs ont rencontré l'ambassadeur Dinka, représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, le 18 avril 2003, pour discuter de l'évolution de la situation au Burundi, des difficultés de déploiement rencontrées par la force africaine de maintien de la paix et du financement d'un éventuel programme national par le MDRP. Le Secrétariat du MDRP a également participé à une réunion des agences spécialisées des Nations Unies convoquée le 21 avril par le Département des opérations de maintien de la paix (DPKO) pour faire le point des progrès accomplis au niveau de la planification et de la mise en œuvre du processus de cantonnement envisagé.
- «Great Lakes Policy Forum» : Le 3 avril 2003, le Secrétariat a présenté le MDRP au Great Lakes Policy Forum. Cela a permis d'informer les parties en présence sur le programme, de répondre aux questions et de dissiper les malentendus concernant le programme, en particulier au niveau des ONGs.
- Réunion avec le PNUD : Le 19 mars 2003, le Secrétariat du MDRP a rencontré les représentants du bureau Afrique du PNUD, du Bureau pour la prévention des crises et le redressement, ainsi que du Bureau d'assistance juridique et à la passation des marchés pour examiner les questions de budgétisation et de passation de marché, de façon à harmoniser et à simplifier le processus d'approbation des projets proposés par le PNUD à titre de projets spéciaux relevant du MDRP. La réunion a abouti à un accord général sur les procédures de passation de marché et sur les coûts d'appui (frais généraux) à appliquer au titre du programme.
- Réunion avec DPKO : Le 6 mars 2003, le Secrétariat du MDRP s'est réuni avec DPKO pour examiner la coordination et la coopération dans le cadre du MDRP. Une réunion est prévue dans l'avenir proche avec les responsables de DPKO pour se pencher plus en détail sur ces questions.
- Coordination dans les pays. Le Secrétariat du MDRP a continué à encourager une étroite coordination des activités de DDR au niveau des pays.
 - Au *Rwanda*, la Commission rwandaise de démobilisation et de réinsertion (RDRC) a formé un Groupe de coordination technique qui sert de tribune d'échange de l'information avec les partenaires du MDRP sur le stade de l'exécution et permet d'examiner les modalités d'aide possibles.

- Au *Burundi*, un Comité local de coordination des activités de DDR, créé pour coordonner l’aide extérieure fournie au processus de désarmement, démobilisation et réinsertion, s’est réuni à plusieurs reprises. Il est actuellement présidé par la Banque mondiale, en tant qu’agence chef de file, et est composé de représentants du gouvernement, de l’UA, de la Mission d’observation africaine, des principaux bailleurs de fonds et des partenaires des Nations Unies. Le gouvernement assumera la présidence du Comité lorsque les modalités d’exécution du programme de DDR seront définies.
- En *Angola*, les partenaires du MDRP ont tenu des réunions en février et mars 2003 sous l’égide de la Banque mondiale, chef de file du MDRP, dans le cadre des missions de post-évaluation de l’institution.
- En *Ouganda*, le Groupe technique des bailleurs de fonds qui s’occupe des questions d’amnistie et de redressement après un conflit dans le Nord de l’Ouganda est actuellement l’organe de coordination le plus approprié pour les activités de DDR en cours. Il importe toutefois d’envisager d’autres dispositifs éventuels avec une plus large participation des partenaires du MDRP, si ces derniers et le gouvernement le jugent opportun.
- En *RDC*, le PNUD, qui est l’agence chef de file du MDRP, assure actuellement la coordination par l’intermédiaire du comité technique inter-agences et du comité local de coordination des bailleurs de fonds pour les activités de DDR, qui se réunissent le premier tous les deux mois et le second tous les mois.

QUESTIONS DE PERSONNEL

10. Les quatre spécialistes de la démobilisation et de la réinsertion recrutés à la fin du trimestre dernier ont pris leurs fonctions. Deux sont en poste sur le terrain à Kigali et Kinshasa, et les deux autres au siège. D’autre part, une assistante de programme bilingue a été recrutée et le processus de recrutement d’un analyste des opérations touche à sa fin, ce qui complétera les effectifs prévus pour le Secrétariat du MDRP. Enfin, une base de données recensant plus de 200 consultants expérimentés en DDR a été constituée pour aider le MDRP à fournir l’assistance technique nécessaire aux programmes nationaux et aux activités régionales.

ADMINISTRATION ET DEPENSES DU FONDS FIDUCIAIRE

11. À la fin de la période couverte par le rapport, les onze partenaires au complet qui se sont engagés à fournir un appui au MDRP avaient signé des accords administratifs et tous sauf deux avaient effectué leur premier versement au Fonds fiduciaire. Une fois les autres versements encaissés, d’ici à mai 2003, l’apport total des bailleurs de fonds au Fonds fiduciaire s’élèvera à 53 millions de dollars.

12. Comme le montre l’Annexe 2, les recettes totales du Fonds fiduciaire du MDRP, revenus de placement compris, s’élevaient à 48,4 millions de dollars au 31 mars 2003, avec 903 330 dollars de décaissements à ce jour. Au 18 avril, aucun décaissement n’avait été effectué au titre de programmes nationaux ou de projets spéciaux, mais le Fonds fiduciaire avait engagé 14,4 millions de dollars pour le programme national du Rwanda. Il est prévu d’engager

75 millions de dollars supplémentaires pour d'autres programmes et projets spéciaux d'ici à la fin du mois de juin 2003.

13. Comme indiqué en Annexe 3, les ressources actuelles et prévisionnelles couvrent les besoins de trésorerie jusqu'à la fin de l'année en cours. Il importera cependant de porter une attention particulière aux besoins en ressources lorsque les programmes de la RDC et du Burundi entreront en vigueur en 2004.

5. Plans pour le prochain trimestre

14. Durant les trois prochains mois (avril à juin 2003), les travaux du Secrétariat du MDRP et du Programme seront centrés sur les thèmes généraux suivants. On trouvera en Annexe 4 un plan de travail plus détaillé pour le Secrétariat.

- *Programmes nationaux* : mettre au point l'accord de subvention pour l'Angola, et entamer ou poursuivre les démarches nécessaires à l'élaboration d'un programme national au Burundi, en Angola, en République du Congo et en RDC ;
- *Projets spéciaux* : signer les accords de subvention appropriés pour les activités en RDC, en Angola et au Burundi ;
- *Activités régionales* : organiser un atelier portant sur les questions de suivi et d'évaluation pour les membres du Groupe de coordination technique et fournir un appui à la mise en œuvre du programme conjoint de communication RDC-Rwanda ;
- *Gestion du programme* : mettre en place le site web du MDRP, élargir l'effort d'information et de sensibilisation et assurer une liaison plus étroite avec les agences chefs de file et les partenaires pour améliorer la coordination au niveau des pays.

Annexe 1 : État d’avancement des propositions de projet spécial (à dater d’avril 2003)

| <i>Projet proposé par (organisme/pays)</i> | <i><u>NOM DU PROJET</u></i> | <i>Date de réc.*</i> | <i>Budget proposé (USD)</i> | <i><u>CONCLUSIONS DU COMITE AD HOC LOCAL</u></i> | <i><u>COMMENTAIRES</u></i> |
|---|---|----------------------|-----------------------------|---|---|
| PNUD RDC | Redressement des communautés, réinsertion des anciens combattants au Congo oriental | Nov. 02 | 14 582 035 | Recommandé pour approbation avec modifications | Attend les éclaircissements et modifications du PNUD, y compris d’importantes révisions budgétaires |
| Save the Children–UK RDC | Appui à la réunification et à la réinsertion des enfants soldats en RDC | Déc. 02 | 2 456 178 | Recommandé pour approbation | Soumis pour approbation après réception des éclaircissements |
| Comité international de secours (IRC) RDC | Évaluation de la situation et projets pilotes de démobilisation et de réinsertion des enfants soldats dans les provinces Orientale, N. Katanga et Maniema | Déc. 02 | 6 297 322 | Recommandé pour approbation | Éclaircissements supplémentaires à fournir au MDRP avant soumission pour approbation |
| IFESH RDC | | | | | |
| CARE RDC | | | | | |
| PNUD/Gouv. RDC RDC | Appui aux ex-combattants blessés de guerre | Déc. 02 | 3 850 000 | | Projet retiré |
| PNUD (en partenariat avec le BCAH, l’OIT et la FAO) Angola | Proposition conjointe de projet spécial à l’appui de la réinsertion des soldats démobilisés en Angola | Févr. 03 | 4 901 075 | Recommandé pour approbation avec modifications | Attend les éclaircissements et révisions finales du PNUD et des partenaires |
| UNICEF Burundi | Proposition de projet spécial à l’appui de la démobilisation, de la réinsertion et de la prévention du recrutement d’enfants soldats | Janv. 03 | 5 000 000 | À réviser et soumettre de nouveau au prochain comité ad hoc local | Attend les révisions du PNUD |

* Date de réception initiale par le comité ad hoc local

Annexe 2 : Fonds fiduciaire du MDRP (TF 50574) *
État financier non vérifié

| Catégories d'entrées et sorties | USD | |
|---|-------------------|-------------------|
| | au 31/3/03 | au 31/12/02 |
| 1. Recettes à ce jour | | |
| a. Apports des bailleurs de fonds | 48 263 235 | 15 280 000 |
| - Belgique ** | 8 536 000 | 0 |
| - Canada | 3 405 995 | 0 |
| - Danemark | 2 500 000 | 2 500 000 |
| - Commission européenne | 10 670 000 | 0 |
| - France | 2 020 000 | 2 020 000 |
| - Allemagne | 0 | 0 |
| - Italie | 0 | 0 |
| - Pays-Bas | 10 371 240 | 0 |
| - Norvège | 3 510 000 | 3 510 000 |
| - Suède | 2 250 000 | 2 250 000 |
| - Royaume-Uni | 5 000 000 | 5 000 000 |
| b. Revenus de placement | 144 999 | 1 890 |
| Total Recettes | 48 408 234 | 15 281 890 |
| 2. Décaissements à ce jour | | |
| a. Programmes nationaux | | |
| - Rwanda | 0 | 0 |
| - Angola | 0 | 0 |
| b. Projets spéciaux | 0 | 0 |
| - Save the Children-UK (RDC) | | |
| - CARE/IRC/IFESH (RDC) | | |
| - PNUD/Angola | | |
| c. Activités régionales | 192 046 | 120 699 |
| d. Gestion du programme | 534 261 | 322 803 |
| e. Frais d'administration du Fonds fiduciaire | 177 029 | 49 260 |
| Total Décaissements | 903 336 | 492 762 |
| 3. Solde du Fonds fiduciaire | 47 504 898 | 14 789 128 |

* au 31/3/03 (apports des bailleurs de fonds en valeur approximative en USD)

** apport de 2 007 937 EUR maintenu sur un compte intermédiaire et donc non disponible à ce stade

MDRP - Rapport d'activité et plan de travail - janvier à mars 2003

**Programme multi-pays de démobilisation et de réinsertion dans la région des Grands lacs
Flux de trésorerie estimés du Fonds fiduciaire multilatéral (USD) ***

| DÉCAISSEMENTS ESTIMATIFS | | | | | | | | | | | |
|---|-------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| | | 2003 | | | | | | | | | |
| Activités du programme | Jusqu'au 31/3/03 | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Sept. | Oct. | Nov. | Déc. | Total |
| 1. Programmes nationaux | | | | | | | | | | | |
| a. Rwanda | 0 | 0 | 0 | 2 880 000 | 214 444 | 3 800 000 | 214 444 | 214 444 | 214 444 | 214 444 | 7 752 222 |
| b. Angola | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 300 000 | 1 325 000 | 1 325 000 | 1 325 000 | 1 325 000 | 1 325 000 | 11 925 000 |
| 2. Projets spéciaux | | | | | | | | | | | |
| a. SCF/UK-RDC | 0 | 500 000 | | | 250 000 | | | 250 000 | | | 1 000 000 |
| b. Consortium ONG-RDC | 0 | | 750 000 | | | 500 000 | | | 500 000 | | 1 750 000 |
| c. PNUD/RDC | 0 | | | 750 000 | | | 1 000 000 | | | 750 000 | 2 500 000 |
| d. PNUD/Angola | 0 | | 1 000 000 | | | 500 000 | | | 500 000 | | 2 000 000 |
| e. UNICEF/Burundi | 0 | | | 500 000 | | | 750 000 | | | 500 000 | 1 750 000 |
| 3. Activités régionales | 192 046 | 77 684 | 77 684 | 77 684 | 77 684 | 77 684 | 77 684 | 77 684 | 77 684 | 77 684 | 891 200 |
| 4. Gestion du Programme | 534 261 | 136 965 | 136 965 | 136 965 | 136 965 | 136 965 | 136 965 | 136 965 | 136 965 | 136 965 | 1 766 947 |
| 5. Frais d'administration | 177 029 | 12 855 | 15 269 | 0 | 114 698 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 319 850 |
| Total Décaissements (\$) | 903 336 | 727 504 | 1 979 918 | 4 344 649 | 6 093 791 | 6 339 649 | 3 504 093 | 2 004 093 | 2 754 093 | 3 004 093 | 31 655 219 |
| RECETTES PROJETÉES (estimation en USD) | | | | | | | | | | | |
| | | 2003 | | | | | | | | | |
| Source | Jusqu'au 31/3/03 | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Sept. | Oct. | Nov. | Déc. | Total |
| | Report | 47 504 898 | 48 919 864 | 49 527 590 | 45 233 837 | 58 256 302 | 52 298 978 | 48 794 885 | 46 790 792 | 44 036 698 | |
| Apport des bailleurs de fonds | 48 263 235 | | | | | | | | | | 48 263 235 |
| Belgique | | 2 142 470 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 142 470 |
| Canada | | 0 | 0 | 0 | 3 446 256 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 446 256 |
| Danemark | | | | | | | | | | | |
| Commission européenne | | 0 | 0 | 0 | 10 670 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 670 000 |
| France | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Allemagne | | 0 | 944 295 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 944 295 |
| Italie | | 0 | 1 600 500 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 600 500 |
| Pays-Bas | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Norvège | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Suède | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Royaume-Uni | | 0 | 0 | 0 | 5 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 000 000 |
| Revenus de placement** | 144 999 | 0 | 42 849 | 50 896 | 0 | 382 325 | 0 | 0 | 0 | 0 | 621 069 |
| Total Recettes (\$) | 48 408 234 | 49 647 367 | 51 507 508 | 49 578 486 | 64 350 093 | 58 638 627 | 52 298 978 | 48 794 885 | 46 790 792 | 44 036 698 | 72 687 824 |
| (moins total des décaissements) | - 903 336 | - 727 504 | - 1 979 918 | - 4 344 649 | - 6 093 791 | - 6 339 649 | - 3 504 093 | - 2 004 093 | - 2 754 093 | - 3 004 093 | -31 655 219 |
| Solde (\$) | 47 504 898 | 48 919 864 | 49 527 590 | 45 233 837 | 58 256 302 | 52 298 978 | 48 794 885 | 46 790 792 | 44 036 698 | 41 032 605 | 41 032 605 |

* Estimations de la Banque mondiale au 31 mars 2003

** Estimation basée les sur les taux de rendement historiques des autres fonds fiduciaires de la Banque mondiale

Annexe 3.b. : Projections à long terme des décaissements et recettes du Fonds fiduciaire du MDRP

| Fonds fiduciaire du MDRP (TF50574) : Projections a long terme des décaissements et des recettes * | | | | | | |
|--|-------------------|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| DÉCAISSEMENTS ESTIMATIFS | | | | | | |
| Activité du programme | 2002/2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | Total |
| 1. Programmes nationaux | | | | | | |
| a. Rwanda | 7 752 222 | 6 647 778 | 0 | 0 | 0 | 14 400 000 |
| b. Angola | 11 925 000 | 16 430 000 | 16 430 000 | 8 215 000 | 0 | 53 000 000 |
| c. Burundi | 0 | 19 500 000 | 18 000 000 | 18 000 000 | 4 500 000 | 60 000 000 |
| d. Ouganda | 0 | 8 125 000 | 7 500 000 | 7 500 000 | 1 875 000 | 25 000 000 |
| e. RDC | 0 | 8 000 000 | 24 000 000 | 24 000 000 | 24 000 000 | 80 000 000 |
| f. République centrafricaine | 0 | 650 000 | 600 000 | 600 000 | 150 000 | 2 000 000 |
| g. Congo | 0 | 2 000 000 | 2 400 000 | 2 400 000 | 1 200 000 | 8 000 000 |
| | | | | | | 0 |
| | | | | | | 0 |
| 2. Projets spéciaux | | | | | | 0 |
| a. SCF/Royaume-Uni-RDC | 1 000 000 | 1 092 134 | 364 045 | 0 | 0 | 2 456 178 |
| b. Consortium ONG-DRC | 1 750 000 | 3 410 492 | 1 136 831 | 0 | 0 | 6 297 322 |
| c. PNUD/RDC | 2 500 000 | 1 875 000 | 625 000 | 0 | 0 | 5 000 000 |
| d. PNUD/Angola | 2 000 000 | 2 175 806 | 725 269 | 0 | 0 | 4 901 075 |
| e. UNICEF/Burundi | 1 750 000 | 2 437 500 | 812 500 | 0 | 0 | 5 000 000 |
| | | | | | | 0 |
| 3. Activités régionales | 891 200 | 1 152 200 | 1 152 200 | 1 152 200 | 1 152 200 | 5 500 000 |
| | | | | | | 0 |
| 4. Gestion du Programme | 1 766 947 | 1 648 263 | 1 648 263 | 1 648 263 | 1 648 263 | 8 360 000 |
| | | | | | | 0 |
| 5. Frais d'administration | 319 850 | 212 104 | 216 682 | 216 682 | 100 255 | 1 065 574 |
| Total Décaissements (\$) | 31 655 219 | 75 356 276 | 75 610 789 | 63 732 146 | 34 625 719 | 280 980 149 |
| RECETTES PROJETÉES (estimation en USD) | | | | | | |
| Source | 2002/2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | Total |
| Report | | 41 032 605 | 1 097 691 | -38 327 151 | -65 873 349 | |
| Apports des bailleurs de fonds | | | | | | |
| Belgique | 10 678 470 | | | | | 10 678 470 |
| Canada | 6 852 250 | 3 446 256 | | | | 10 298 506 |
| Danemark | 2 500 000 | | | | | 2 500 000 |
| Commission européenne | 21 340 000 | | | | | 21 340 000 |
| France | 2 020 000 | | | | | 2 020 000 |
| Allemagne | 944 295 | 976 305 | | | | 1 920 600 |
| Italie | 1 600 500 | | | | | 1 600 500 |
| Pays-Bas | 10 371 240 | 25 928 100 | 31 113 720 | 31 113 720 | 16 709 220 | 115 236 000 |
| Norvège | 3 510 000 | | | | | 3 510 000 |
| Suède | 2 250 000 | | | | | 2 250 000 |
| Royaume-Uni | 10 000 000 | 5 000 000 | 5 000 000 | 5 000 000 | | 25 000 000 |
| | | | | | | |
| Revenus de placement ** | 621 069 | 70 701 | 72 227 | 72 227 | 33 418 | 869 644 |
| | | | | | | |
| Total Recettes (\$) | 72 687 824 | 76 453 967 | 37 283 638 | -2 141 204 | -49 130 711 | 197 223 720 |
| (moins total des décaissements) | -31 655 219 | -75 356 276 | -75 610 789 | -63 732 146 | -34 625 719 | -280 980 149 |
| Solde (\$) | 41 032 605 | 1 097 691 | -38 327 151 | -65 873 349 | -83 756 429 | -83 756 429 |
| * Estimations de la Banque mondiale au 31 mars 2003 | | | | | | |
| ** Estimation basée sur les taux de rendement historiques des autres fonds fiduciaires de la Banque mondiale | | | | | | |

Annexe 4 : Plan de travail du MDRP : avril à juin 2003

| <i>Composante</i> | <i>Mesures à prendre</i> | <i>Avant</i> | <i>Parties responsables</i> | <i>Commentaires</i> |
|--------------------------------|--|----------------------------|---|--|
| A. Programmes nationaux | | | | |
| 1. République centrafricaine | a. Évaluer la situation sur le terrain b. Selon la situation, prévoir/réaliser une mission d'identification | Mai-juin 2003 | Partenaires du MDRP, sous la coordination du PNUD | Les mesures dépendront de l'évolution de la situation de sécurité et des conclusions de l'évaluation du stade de l'exécution |
| 2. Burundi | a. Appui à l'élaboration d'un programme national | En cours | Partenaires du MDRP, sous la coordination de la Banque mondiale | Dépend de la situation de sécurité et du stade d'avancement du programme |
| 3. Ouganda | a. Planifier et réaliser une mission conjointe d'identification | <i>Troisième trimestre</i> | Partenaires du MDRP, sous la coordination de la Banque mondiale | À examiner par le MDRP avec le Comité consultatif à Paris |
| 4. Angola | a. Finaliser l'accord de subvention b. Aider à lancer l'ADRP (mission conjointe de supervision) | Juin 2003 Juin 2003 | Secrétariat du MDRP, Gouvernement angolais Partenaires du MDRP, sous la coordination de la Banque mondiale | Calendrier à arrêter avec les partenaires |
| 5. Congo | • Planifier et réaliser une mission conjointe d'identification | Juin 2003 | Partenaires du MDRP, sous la coordination du MDRP/PNUD | L'agence chef de file doit être agréé par le Comité consultatif |
| 6. RDC | ▪ Élaborer une stratégie intérimaire ▪ Élaborer la stratégie de DDR pour les enfants soldats | Avril 2003 Mai 2003 | Partenaires du MDRP, sous la coordination du PNUD UNICEF avec les partenaires du MDRP | Le point focal gouvernemental pour les questions de DDR doit être identifié |
| B. Projets spéciaux | | | | |
| 7. Angola | ▪ Finaliser le projet spécial ▪ Approuver et signer l'accord de subvention | Mai 2003 Mai 2003 | PNUD Secrétariat du MDRP | Révisions finales du projet spécial à fournir par le PNUD |

| <i>Composante</i> | <i>Mesures à prendre</i> | <i>Avant</i> | <i>Parties responsables</i> | <i>Commentaires</i> |
|---|---|--|---|--|
| 8. Burundi | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Finaliser le projet spécial ▪ Approuver et signer l'accord de subvention | <p align="center">Juin 2003 Juin 2003</p> | UNICEF Secrétariat du MDRP | Révisions finales du projet spécial à fournir par l'UNICEF |
| 9. RDC | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Finaliser l'accord de subvention pour SCF/UK | Mai 2003 | Secrétariat du MDRP et SCF | Proposition soumise pour approbation finale |
| 10. RDC | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Finaliser l'accord de subvention pour le consortium des ONG | Juin 2003 | Secrétariat du MDRP et bénéficiaires de la subvention | Éclaircissements supplémentaires demandés par le Secrétariat du MDRP avant soumission pour approbation |
| 11. Ouganda | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Constituer le comité ad hoc local pour un éventuel projet spécial | Mai 2003 | Secrétariat du MDRP et partenaires | La préparation du projet spécial dépend de l'évolution des négociations de paix avec la LRA |
| C. Activités régionales | | | | |
| 12. Sensibilisation transfrontalière Rwanda-RDC | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuivre l'appui à la stratégie commune de sensibilisation | En cours | GOR, GRDC, MONUC, Secrétariat du MDRP | |
| 13. Réunion du GCT | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser un atelier de suivi et d'évaluation | Juin 2003 | Secrétariat du MDRP, GTZ, membres du GCT | Proposé pour le Rwanda en juillet |
| D. Gestion du Programme | | | | |
| 14. Fonds fiduciaire du MDRP | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Appel de fonds pour les contributions pluriannuelles ▪ Recontacter les bailleurs de fonds actuels et nouveaux pour des contributions supplémentaires | <p align="center">Juin 2003 <i>En cours</i></p> | <p align="center">Secrétariat du MDRP Secrétariat du MDRP</p> | Canada, Royaume-Uni, Commission européenne (Pays-Bas et Allemagne en 2004) |
| 15. Site web du MDRP | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place le site web | Juin 2003 | Secrétariat du MDRP | Site web prototype au point |
| 16. Conférence des Grands lacs | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser la réunion | Mai 2003 | Secrétariat du MDRP, PNUD/SRSG pour les Grands lacs et partenaires intéressés | Faire avancer le processus de paix régional |

Pièce Jointe N. 5:**Cycle des projets spéciaux**

| ACTIONS | RESPONSABILITES |
|--|---|
| Réception de la proposition de projet | Secrétariat MDRP |
| Examen initial | Secrétariat MDRP |
| Examen/ évaluation/ recommandation | Comité local ad hoc |
| Révision & nouvelle soumission | Entité ayant soumis le projet |
| Examen final portant sur la prise en compte des commentaires du comité local ad hoc, l'évaluation des mécanismes de gestion financière et procédures de passation des marchés*, ainsi que des mécanismes de sauvegarde environnementale et sociale | Secrétariat MDRP & experts de la Banque Mondiale (BM) |
| Finalisation du projet | Entité ayant soumis le projet |
| Approbation du projet | V. Président pour la région Afrique de la BM |
| Signature de l'accord de don | Entité ayant soumis le projet / Directeur des opérations pays de la BM |
| Décaissement après que le projet soit devenu effectif | Division des décaissements de la BM |

* UN agencies exempt from financial management and procurement assessment

Attachment 6a:
Presentation by UN-DPKO

The Transitional Government in the DRC
Role of MONUC

In examining a possible role that MONUC could play in assisting the Congolese meet the essential objectives of the Transitional Government, four priority areas were identified:

- Consolidation of International Political Coordination to assist the Congolese move the process forward;
- Identification of key operational goals that must be achieved in order to hold elections. including the holding of elections: Security Sector Reform, including integration and reform of the military, police and support for DDR and the rule of law. MONUC could play a catalytic role in identifying requirements and ensuring needs are met, while carrying out operational work in particularly urgent, politically sensitive areas in coordination with multi- and bilateral partners. The same role could be considered for the holding of elections. MONUC is currently examining its possible role in DDR of Congolese groups within the MDRP approach;
- Local Level Peacemaking. In recognition of the continued difficulties in extending state administration throughout the country, MONUC would expand its military observer and civilian (civil affairs, political, human rights, humanitarian) presence in the east with the view to assisting local parties in resolving conflicts. This work can be pursued in conjunction with community based approaches to reintegration and humanitarian assistance.
- DDRRR would continued to be pursued. In this connection, the first task force (South Africa) is being deployed to Kindu, which will serve as its base in assisting to create a security environment to pursue DDRRR efforts.

While the Security Council has endorsed this approach, two specific, but related issues, have become urgent: Ituri and security for the installation of the transitional government. The parties had called for a neutral force to deploy to Kinshasa to assist in providing the security necessary for the installation of the transitional government. At the same time, a neutral force was called for to enhance security in Ituri following the withdrawal of Ugandan forces from the area. To avoid having several peacekeeping forces in one theatre under different commands, the Secretary-General asked DPKO to explore how MONUC could itself assist in addressing these issues. The status of DDRRR was also discussed at this meeting: despite the slow progress and inherent political difficulties in moving the process forward in present conditions, the necessity to pursue DDRRR as a primary element of the Great Lakes peace process was recognized and it was determined that Task Force One should be deployed as planned.

The concepts for Ituri and security in Kinshasa are presently being examined. However, both are based on support to a political process and both will require coordination of assistance with bilateral and multilateral partners. In Ituri, the goal would be to strengthen the Ituri interim

administration created by the Ituri Pacification Commission. The achievement of this goal would require the deployment of a robust military presence to enhance the security environment necessary for the political work to be undertaken. In Kinshasa, building on the primary responsibility of the Congolese authorities to provide security, and working closely with these authorities and donors, MONUC would deploy troops to assist in the provision of static security at key points, would provide technical advice for the coordination of the local police forces and would work closely with donors in assisting the creation of an integrated police element which could take over MONUC's responsibilities in this regard.

The new activities generally described above will not simply be added to MONUC's old mandate derived from the Lusaka Agreement. It is recognized that the DRC is moving into an entirely new phase in its peace process. Observation and monitoring tasks and the deployment of troops and other personnel have been reviewed and changes are being made to bring MONUC deployment in line with the evolution of the political and military scenarios in the DRC. Hence, to the extent possible, MONUC's new activities will be carried out within its current authorized strength and budgeted resources. Structural adjustments to the organization of the Mission itself are also being made to make it a more effective and responsive peacekeeping operation.

DDR in the context of United Nations peacekeeping is regularly reviewed by the General Assembly Special Committee on Peacekeeping. Particular issues raised this year include the need to include DDR issues in the negotiations toward a peace agreement to ensure that key issues – which are essentially political issues – are agreed upon earlier thus avoiding the possibility of discussions after the fact unraveling what is in its first days a fragile peace. The Committee also highlighted the requirement for an assured source of funding where peacekeeping operations are mandated to carry out DD related tasks. The issue of assistance for combatants before they are disarmed – to avoid hostilities in searching for basic requirements – was also discussed.

Within DPKO and the UN Secretariat itself, police and procedural refinements of the DDR approach continue to be pursued, including means of strengthening partnerships with others, particularly the World Bank, MDRP and UNDP.

One issue that I would like to see pursued in DPKO is the tracking of arms. We keep databases of data on the arms collected during the DDR process. Tracking these arms, if possible, through their various sellers to their manufacturers could help identify requirements related to the flow of arms, the easy availability of which fuels conflict.

Pièce Jointe N. 6b:
Presentation by MONUC

MONUC DDRRR UPDATE
MDRP ADVISORY COMMITTEE MEETING
PARIS, 28-30 APRIL 2003

1. Over the last 6 months, MONUC has been continuing with its focus on voluntary DDRRR and had so far accounted to close to 1500 repatriations of ex-combatants and dependents to Rwanda. Such results, though relatively modest were achieved in sometimes very difficult conditions on the ground where the armed groups leadership were trying to hijack the process by doing counter-propaganda to our sensitization efforts. MONUC salutes the spirit of good partnership established with UNHCR in the field following the Geneva Meeting in December. More technical issues are being work out between the two institutions (i.e dependents repatriations) for upcoming operations.
2. Since the last MDRP partners meeting at the Hague (November 2002) and its subsequent recommendations for a tighter collaboration among partners at the local level, MONUC has been involved in several initiatives within the established framework including the Joint Sensitization Strategy (JSS), the Rapid Response Mechanism and UNDP-administered Community Rehabilitation Project. These actions add to the long-term partnership between UNICEF and MONUC Child Protection Unit (CPU) on child soldier's related issues.
3. The current political context characterized by the signing of the all-inclusive agreement on 4 April brings a new dimension to ongoing DDR efforts (WB-ILO pilot projects, BUNADER, Social Fund's *Blessés de guerre* project) with the Disarmament Demobilization and Reintegration of Congolese armed groups and Force. This creates a new environment where DDRRR and DDR will be carried out simultaneously with eventual positive impact of one on the other. MONUC expects the new political environment to eliminate all nebulous military alliances and lead to a more open DDR situation in the entire territory. The best planning scenario would have been for DDR of Congolese to start once all foreign armed groups have left the country as foreseen by the draft *Programme National de Démobilisation et Reinsertion* (PNDR) prepared by BUNADER. However, the inter-Congolese political process has introduced a new challenge for all parties involved in supporting the peace process.

4. MONUC is expected to support the Congolese transitional period in many fronts including Security in Kinshasa (Neutral force) and some degree of involvement in implementing DDR. In addition to qualifying for the disarmament of the major groups (FAC, RCD-G, MLC, RCD-ML, RCD-N) MONUC's already established relationships with Mayi Mayi could be used to facilitate the disarmament and demobilization of these groups while opening the door to other Congolese armed groups, not included in the restructured and integrated army-to-be, and which might feel more comfortable dealing with a neutral entity such as MONUC.

5. As for the DDRRR exercise, it remains the key factor to bringing back and maintaining peace in the Great Lakes in general and in the DRC in particular. Therefore, MONUC intends to build on the momentum that will be created by the DDR of Congolese to achieve its goal of repatriating the remaining foreign groups in the DRC to their countries of origin. However, this could only be done with the full and frank cooperation of all those concerned in order to foster and sustain a climate of confidence and security necessary for the success of the DDRRR program.

6. In this regard, recent fighting in Eastern Congo characterized by RCD's attacks around Lubero (where MONUC's reception center is located) as well as the fall of several villages around Bukavu, jeopardized MONUC's DDRRR sensitization efforts and put its staff uneasy before their intermediaries. It also helped create doubts about DDRRR among targets groups themselves.

7. In addition, it is expected from our Rwandan partners that all Rwandan combatants volunteers to DDRRR be offered a chance to take advantage of the RDRP as stipulated in the program itself. This means facilitating their prompt return with MONUC DDRRR personnel and allowing for flexible procedures to ease trans-border crossing. This is in line with GoR's engagement before the international community and should be given priority should the country really wants to reduce the potential threat of Rwandan fighters at the borders.

8. In parallel, MONUC is advancing its DDRRR agenda with Burundi, which accepted to consider accommodating at least on a transitory basis, dozens of Burundese ex-combatants currently stuck in the DRC and wishing to return. This will be done with the help of the German cooperation GTZ and details are being worked out. Remnants of Ugandans West Nile Bank Front (WNBF) present at Ilebo, Katanga, are also being considered for a swift repatriation. The Ugandan ADF project lead by the Ugandan Amnesty Commission with support from MONUC, is still pending funding decision from the donor technical group.

MONUC
DDRRR CLU

Attachment 7:



DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO

Interim Strategy

for

the Development of a National Programme for Disarmament,
Demobilisation and Reintegration of Congolese Forces
(NP-DDR)

April – October 2003

Second Draft

**PARIS
APRIL 28, 2003**

TABLE OF CONTENTS

| | | |
|----|---|----|
| 1. | CONTEXT AND RATIONALE | 43 |
| 2. | GUIDING PRINCIPLES AND OBJECTIVES OF THE INTERIM STRATEGY | 45 |
| 3. | IMPLEMENTATION FRAMEWORK OF THE INTERIM STRATEGY | 46 |
| 4. | EXPECTED RESULTS | 50 |
| 5. | EXIT STRATEGY | 50 |
| 6. | OVERVIEW OF COORDINATED INTERNATIONAL SUPPORT | 51 |
| 7. | REPORTING AND INFORMATION SHARING | 52 |
| 8. | RISKS AND MITIGATION MEASURES | 53 |
| 9. | PROPOSED WORK PLAN (*) | 54 |

Democratic Republic of Congo
Disarmament, Demobilisation and Reintegration of Congolese Forces (DDR)

Interim Strategy for the Development of a National DDR Programme

1. CONTEXT AND RATIONALE

1.1 Context

Political

On 2 April, 2003 in Sun City, South Africa, all parties to the conflict formally endorsed and committed themselves to the *“Accord global et inclusif sur la Transition en République Democratique du Congo”*, signed in Pretoria on 17 December, 2002. One of the key elements of the agreement for immediate implementation is the establishment of the Transitional Government.

The National Follow-Up Committee, composed of representatives of the signatories to the Sun City Agreement, has been established to ensure the creation of the Transitional Government. Toward this end, the swearing in of Major General Joseph Kabila as President, the adoption and the promulgation of the Transitional Constitution have taken place. It is expected that the first meeting of all the representatives of the Follow-Up Committee will be held on April 25th, 2003 with assurances of security for the non-Kinshasa based representatives. The UN Observer Mission in Congo (MONUC) is currently developing the security framework and will institute measures to ensure the scheduled meetings take place.

In addition, the International Committee For the Support of the Transition (ICST), composed of the representatives of the bilateral, multilateral and regional partners has also been formed and will be responsible for assisting the Transitional Government in the implementation of the Accord. The ICST held its first meeting with President Kabila on April 10th, 2003 to convey its support to the transition, the Presidency, and the work of the Follow Up Committee, even if all signatories are unable or unwilling to participate at the this time. This has provided momentum to the efforts of the international community to ensure a smooth transition from war to peace. Furthermore, there has been progress in the discussions between the Chiefs of Staff on the restructuring of the National Army with a final agreement to be concluded. This is critical to the installation of the Transitional Government in Kinshasa.

Security

In general all parties have respected the ceasefire. However, as with any peace process, there have been a few setbacks, including the serious outbreaks of violence in the Ituri region. This has resulted in the acceleration of the establishment of the Ituri Pacification Commission (IPC), which aims to create an interim authority. However, it is expected that within the coming weeks, there will be a deployment of additional troops to reinforce the United Nations Observer Mission in Congo (MONUC) along with local measures instituted by the IPC.

The ongoing presence of the Ugandan troops in the Ituri region continues to create tensions with Rwanda. In addition, the insecurity throughout the eastern region could influence the current efforts to re-establish security within the Democratic Republic of the Congo. One cross-border effort that has been affected is the disarmament, demobilisation and repatriation of foreign-armed groups by MONUC. To this date only 1500 have been repatriated along with the dependents.

Priorities for the Transitional Government would be to ensure the territorial integrity, security for the civilian population, unified under one authority, restructuring of the national army, free movement of people, goods and services and the re-establishment of civilian authority in the consolidation of peace and security.

1.2 Rationale

In the coming three to six months, while signatories of the Accord work towards the establishment of a Transitional Government, it is critical to *i)* ensure coherence in the perspectives, objectives and strategy for the development of a national DDR programme and *ii)* promote collaboration among various stakeholders, within and outside the Transitional Government, currently engaged in disarmament, demobilisation and reintegration of the Congolese forces.

To achieve this an interim strategy will provide for common understanding of the issues among stakeholders based on sound information, addressing the needs of the civilian population in parallel to ex-combatants groups, promoting messages of amnesty and reconciliation, credible technical preparations, and trust among the signatories, and more importantly transparency in decision making throughout the process. *National participation and programme ownership are key to the success of the DDR programme, therefore, UNDP has begun consultations with all relevant DDR stakeholders and will work with key focal points until a national institution is established.*

2. GUIDING PRINCIPLES AND OBJECTIVES OF THE INTERIM STRATEGY

2.1 Guiding principles

The commitment of all parties to the Accord on April 2, 2003 and the given the current political situation, an enabling environment has been created to assist the Democratic Republic of Congo in the preparation of a National Programme for DDR. UNDP in consultation with relevant stakeholders has developed an interim strategy for the development of a national DDR programme for Congolese armed forces and groups.

The guiding principles are as follows:

- 2.1.1** Ensure priority is given to preparations for a national DDR programme.
- 2.1.2** Ensure that the process of technical preparations is in harmony with the political efforts to consolidate the transition.
- 2.2.3** Ensure maximum participation of national counterparts in the entire exercise.

2.2 Objectives of the interim strategy

There exists a strong consensus among the Government, other Signatories to the Accord, civil society and the international community, that at this critical juncture in the peace process, full commitment and engagement of all parties is required. Moreover, there is a strong belief that the peace process should not be undermined or delayed by the belligerence of any one party.

Thus, the current efforts of the ICST, Government, Signatories and Donors is to *i)* accelerate the establishment of the Transitional Government, *ii)* provide the necessary security framework, and *iii)* finalise the discussions on the national army. The success of this process will also create the necessary conditions to expand humanitarian assistance to areas previously inaccessible.

As these efforts are underway, it is critical to expedite international assistance in the next three to six months for the preparation and establishment of a comprehensive national DDR programme. In this context, UNDP with support of MDRP partners and UN agencies has begun consultations with representatives of the Government, other signatories to the Accord, as well as relevant stakeholders in the peace process, with a view to:

2.2.1 Developing a National DDR Programme, comprised of an institutional framework along with a programme strategy for the consideration of the Transitional Government.

2.2.2 Ensuring a coherent operational framework to adjust and/ or develop special DDR activities in support of child soldiers, vulnerable groups, repatriation of Congolese ex-combatants and communities.

3. IMPLEMENTATION FRAMEWORK OF THE INTERIM STRATEGY

The implementation framework of the interim strategy was developed in consultation with key DDR partners and will be implemented in the coming three to six months.

3.1 Development of a National DDR Programme

3.1.1 Promote a common vision for a national DDR programme.

Dissemination of information, sensitisation, and consultations with all relevant stakeholders to assist the preparatory activities and enhance communication between the stakeholders.

During the preparation of the national DDR programme, it is critical to:

Assist the Transitional Government to undertake a national information dissemination campaign throughout the country (e.g. community and national level) on the process by which a national DDR programme will be developed. This is to minimise the anxiety and confusion that currently exist within and outside the Government.

Identify and facilitate communications amongst the members of the Transitional Government, and other key stakeholders to ensure common understanding of issues, address their concerns openly to build confidence, provide an opportunity to expand their knowledge and to convey the importance of their participation and collaboration for the success of the national DDR programme.

Assess the current perceptions, concerns, and information among the combatant groups and identify ways to address them in developing an information sensitisation campaign for the national programme.

These efforts aim to build confidence among the various stakeholders and create a common understanding of the national programme's goals.

3.1.2 Assess ongoing initiatives related to DDR.

Review and assessment of ongoing DDR initiatives and institutional mandates to guide the technical and policy discussions.

It should be noted that given the current politico-military divisions in the country, the responsibilities for the development of a national DDR programme are currently scattered among various individuals, agencies, commissions, and ministries within Government. There are twelve national entities and two coordination forums for the DDR of Congolese forces and a coordination mechanism for foreign-armed groups.

Several international agencies are also involved in planning designing, and implementing DDR related activities. Some of the initiatives were promoted on an ad-hoc basis to address emergencies during the conflict, and they vary in approaches, standards, and procedures. Thus it is critical to review ongoing activities, assess the expectations generated, ensure linkages between the DDR and other processes (e.g. Restructuring of the New Army, National Community Recovery, foreign armed groups, etc), as well as consider political commitments in order to identify and streamline the policy and institutional issues. Ensuring a consistent and well-articulated technical and institutional approach will be essential for the success of the future national DDR programme.

3.1.3 Reinforce technical preparations

Establishment of a Working Group (WG)

The preparatory work for development of a national DDR requires initially assembling a group of technicians from key stakeholders, with experience in disarmament, demobilisation and reintegration, which will be in charge of the planning the national DDR programme. This Working Group will include both national and international partners. A Working Group will be set up to initiate planning and design activities for DDR activities.

The aim of the WG is to review technical and operational issues in detail, propose the necessary guidelines for programme development, and provide credible technical information in order to ensure sound decision-making. The key activities of the (WG) include the formulation of technical guidelines and programme tools, the elaboration of operational frameworks, the development of profiles of the various groups, the assessment of logistical requirements and the establishment of communications networks for informing and consulting with the armed groups.

Furthermore, in the course of preparing a national DDR programme, contingency management capacity will also be developed to respond to DDR emergencies (e.g. the joint intervention to support spontaneous demobilisation of the militia Mai Mai in Kindu). DDR activities in support for the armed groups who present themselves for disarmament and demobilisation, prior to the establishment of a national programme, will be standardised in order to assure future programme integrity.

The WG is **an interim measure** until such time a national institution is established. UNDP will consult with key DDR stakeholders as it develops a plan to transfer/hand over key tasks of coordination and management of the DDR process to the national institution and thereafter explore ways to enhance the latter's capacity. A detailed process for the development of a national DDR programme, along with work plan and schedule is currently being developed and will be discussed within the (WG) and shared with DDR stakeholders in early May.

3.2 Ensure a coherent operational framework to adjust and/or develop special DDR activities in support of child soldiers, vulnerable groups, repatriation of Congolese ex-combatants and communities.

3.2.1 Consolidate the Interim DDR programme activities for child soldiers.

Support the development and implementation of an interim DDR programme for child soldiers and incorporate the lessons learned and the good practices in the preparation of a national DDR programme.

At present, a number of child soldiers have been demobilised and others are awaiting demobilisation in various camps. In recognition of the urgency and expected incoming caseloads during the next three to six months, UNICEF has been assigned to lead the efforts to coordinate the development of an interim DDR programme and ensure sound linkages between interim activities for child soldiers, children associated with fighting forces and the development of the national DDR programme.

A national workshop has been held with various stakeholders for the development of this interim DDR programme for child soldiers (April 23-25, 2003). The workshop aims to incorporate the lessons learned from ongoing activities, standardise the policies, strategies, technical and operational issues with regards to child soldiers and children associated with war. Based on consultations from the national workshop, and further technical discussions with the child protection organisations and government agencies, an interim DDR programme will be formulated. UNDP and UNICEF will work with the MONUC, MDRP partners, child protection agencies, and key national organisations to jointly identify the support necessary for its

implementation and incorporate the lessons learned into the comprehensive national DDR programme.

3.2.2 Strengthen the ongoing initiatives for the reintegration of disabled combatants.

Review the various initiatives for the reintegration of disabled combatants

As expected, DDR operations will target a significant number of disabled combatants. Supporting this specific target group constitutes a priority in the interim strategy. Their demobilisation and reintegration will require a comprehensive approach in order to deal with the various legal, institutional and rehabilitation dimensions of their reinsertion. Considerable efforts are already being made to assist this specific vulnerable group.

Through a pilot programme, the Social Fund of the Democratic Republic of Congo has started to identify and register disabled combatants, including medical screening in areas under Government control. Moreover, the Social Fund has recently initiated contacts with RCD and MLC authorities to identify new groups for assistance. Support to disabled combatants needs to be reinforced and expanded as part of the preparation of the national programme. During the interim phase, technical and operational guidelines for this target group will be reviewed and incorporated into the development of the national DDR programme.

3.2.3 Reinforce and expand the support to host communities in areas severely affected by the conflict.

Continue to review and enhance humanitarian and community reintegration support activities related to DDR.

A national DDR programme is essential, but not sufficient to support the peace process and facilitate social and economic recovery. Additional measures will be required to address humanitarian and to community recovery needs in order to facilitate the return of ex-combatants and other war-affected population. The expected improvement of security conditions, as part of the transitional process, will create the necessary environment to enhance community recovery activities. In this regard, OCHA, WFP, UNICEF and UNHCR, as well as various bilateral and non-governmental organizations, are currently involved in activities to address the needs of the civilian population.

As DDR issues gain prominence in the coming months, it is critical that the needs of the communities be discussed with the same commitment. In recognition that national recovery activities for comprehensive community rehabilitation and reintegration will take time, it is envisaged that humanitarian assistance would need to be reinforced throughout the DDR period.

3.2.4 Reinforce cross-border interventions

Promote cross-border stability and security through the demobilisation, repatriation and reintegration of Congolese combatants settled in neighbouring countries

Currently, there are large numbers of Congolese ex-combatants and deserters in the Republic of the Congo as well as in other countries in the region. Their prolonged presence in neighbouring countries constitutes a serious threat to regional security. In order to tackle cross-border instability, these caseloads must be considered as a priority of the interim strategy. The Governments of the Republic of Congo and the Democratic Republic of the Congo through the signing of the Tripartite Accord on the Repatriation of DRC ex combatants and the subsequent setting up of the Shared Border Tripartite Commission have made important progress. The initiative aims to repatriate and reintegrate an estimated 6.300 ex-FAZ/FAC combatants, currently based in the Republic of the Congo.

A project has been jointly prepared by UNDP and IOM in support of this initiative. It is expected that the lessons learned from this initiative will be incorporated into the development of the national DDR programme.

4. EXPECTED RESULTS

On the assumption of continued, political momentum toward the establishment of Transitional Government, improvement in the security conditions, and cooperation of key national and international DDR stakeholders, the expected results of the interim strategy are the following:

- 4.1 An interim DDR programme for Child Soldiers, including operational framework for its implementation developed and endorsed by key DDR stakeholders.
- 4.2 An operational framework to coordinate ongoing DDR activities, special projects and emergency interventions during the interim phase established.
- 4.3 A national DDR programme, along with an institutional framework, formulated and submitted to Transitional Government for consideration.

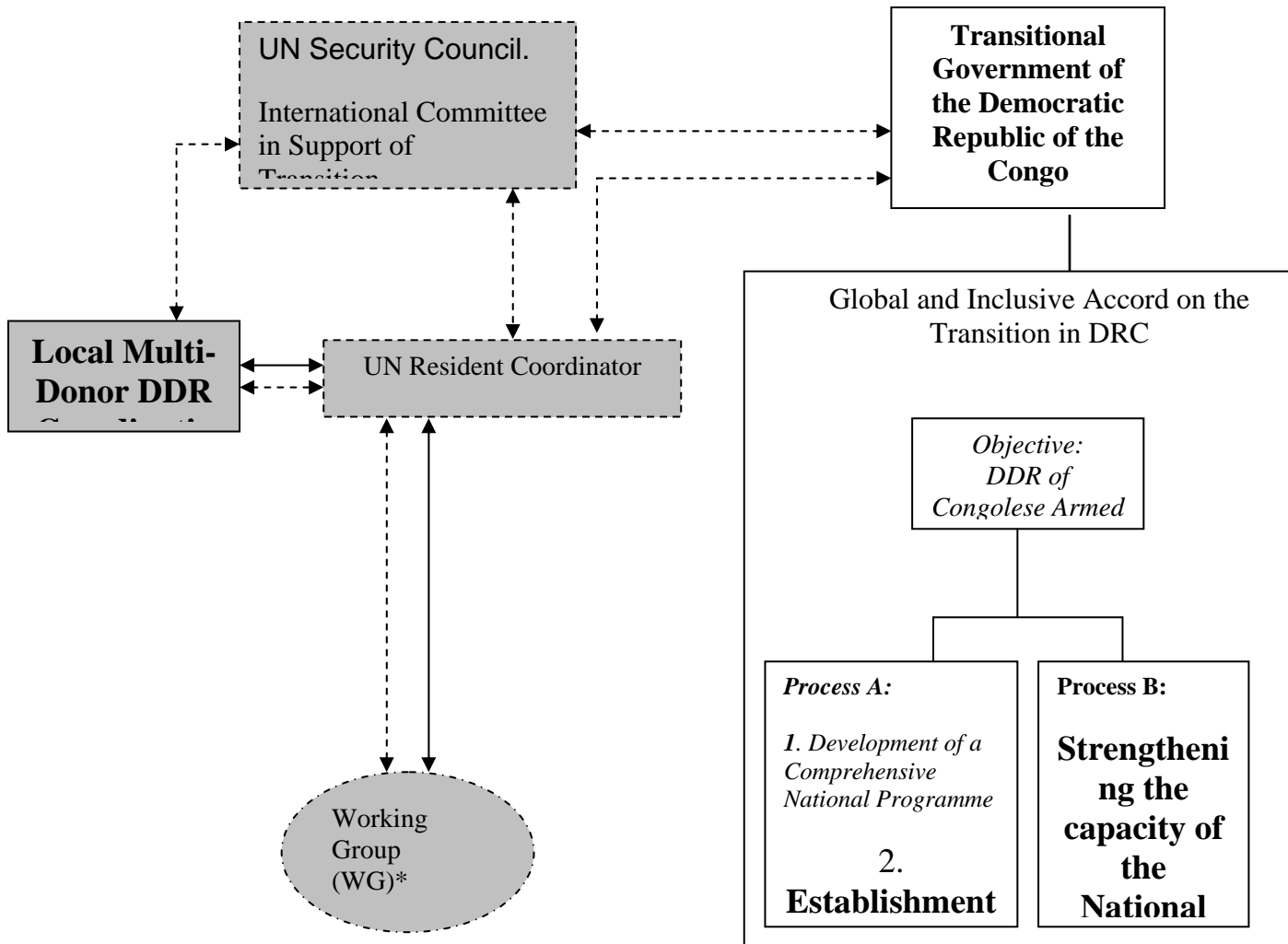
5. EXIT STRATEGY

During the implementation of the interim strategy, UNDP will develop a plan to transfer and hand over key coordination and management responsibilities to the Government institution responsible for DDR once it is established.

6. OVERVIEW OF COORDINATED INTERNATIONAL SUPPORT

6.1 Information flows and consultations

This diagram reflects the context for DDR preparations in support of the peace process, and the support structures (highlighted in grey) to assist the Transitional Government. It should be noted, that this is an interim arrangement until such time a government DDR institution is in place. It is envisaged that the UN Security Council, ICST and the donor community will work to facilitate the political transition and support the implementation of the Accord. Meanwhile, UNDP in close consultation with the Transitional Government and other partners will coordinate the technical preparations for the development of the national DDR programme. This will form the basis for discussions with the Transitional Government.



 Information Sharing and Collaboration

 Reporting/oversight

* Chaired by UNDP

6.2 Linkages

6.2.1 Local Multi-Donor DDR Coordination Committee (MDC)

The Local Multi-Donor DDR Coordination Committee is composed of in-country representatives of bilateral, multilateral and UN agencies. It is a forum for discussing strategies for coordinating assistance to the Transitional Government, funding, and other issues, which could facilitate the DDR process. Several bilateral and multilateral members of the MDC also participate on the International Committee in Support of the Transition (ICST), thus can also provide guidance on the political conditions, which could influence the development and implementation of the DDR programme.

6.2.2 United Nations Resident Coordinator

The United Nations Resident Coordinator (RC) will continue to be key focal point to link the technical preparations to financial and political discussions for a coordinated international support. Moreover, the RC discussions with key national stakeholders will ensure that national and international DDR partners share common vision for development and implementation of a national DDR programme.

6.2.3 Working Group (WG)

The Working Group would be comprised of individuals with expertise in DDR, representing key national and international partners. These individuals must have DDR programmatic responsibilities within their institutions and decision-making authority regarding all technical matters, and will be the link with their respective institutions. Furthermore, consultations with members of other relevant stakeholders will be held regularly in order to achieve the goals of the WG's work programme. These arrangements will be replaced by those envisaged in the future national DDR programme.

7. REPORTING AND INFORMATION SHARING

7.1 Reporting

The WG will report to the Resident Coordinator, who will discuss the issues identified with the local Multi-Donor DDR coordination committee, the Office of the SRSG, the ICST, and members of the Transitional Government.

7.2 Information sharing

The relevant information regarding the preparatory work will be shared with members of United Nations Agencies, the Multi-Donor DDR Coordination Committee, ICST, Transitional Government, and other key stakeholders on a regularly via the Country Update, and Newsletter. Moreover, major decisions/actions will be incorporated into the national sensitisation campaigns as part of the interim strategy and later as part of the national DDR programme.

8. RISKS AND MITIGATION MEASURES

8.1 Setbacks in the transitional process. The complexity of the peace process in the DRC (multiple internal conflicts, power sharing modalities, setting up of a transitional government) is symptomatic of the volatile environment in which the interim strategy will be carried out. The delays in the establishment of the Transitional Government will directly affect the programme development. Thus, the absence of a formal national counterpart will undermine the development of the national DDR programme. A major element of the interim strategy is the involvement of the national counterpart to build up ownership and ensure sustainability of the process. Dealing with potential setbacks in the transitional process will require flexibility in order to manage contingencies as well as continued dialogue with relevant stakeholders.

8.2 Diminishing international Support. Given the complexity and scale of the DDR process, building partnership with international stakeholders is of utmost importance for the success of the interim strategy. In the event that the transitional process is not consolidated quickly, the lack of their political commitment, lag in the financing of the preparatory activities will jeopardize the process and have negative impact on the timely preparation of the national DDR programme. Continuous consultations and information sharing with the different stakeholders will be essential for the development of the interim strategy, in order to avoid the potential disengagement of international partners.

Continuous support reinforced at various stages in the transition process will significantly reduce the risk of setbacks and diminished support.

9. PROPOSED WORK PLAN (*)

| <u>ACTIVITY</u> | <u>TIME FRAME</u> | <u>EXPECTED OUTPUTS</u> |
|--|--------------------------|--|
| Setting up of technical coordination arrangements for the implementation of the interim strategy. | May | A national DDR programme, along with its institutional framework, <u>formulated and submitted to Transitional Government for consideration.</u> |
| Formulation and implementation of a comprehensive sensitization and communication campaign. | Starting on May | |
| Technical and institutional assessment of ongoing DDR initiatives. | May-June | |
| Formulation of possible institutional and legal frameworks for the establishment of the NDDRP | June | |
| Formulation of NDDRP's goals, strategy, components and their financial implications | May -July | |
| Consolidation of programme goals, policies and tools for the DDR of child soldiers. | May | An interim DDR programme for Child Soldiers, including its operational conditions for its implementation, <u>developed and endorsed by DDR stakeholders;</u> |
| Development of an operational framework (coordination arrangements, guidelines, modalities of interventions and funding requirements), for <i>special projects</i> and DDR contingencies during the interim phase. | May-June | An operational framework to coordinate ongoing DDR activities, special projects and emergency interventions during the interim phase, <u>established.</u> |

(*) A detailed work programme and schedule will be shared with all partners following the Paris Meeting.

**Attachment 8:
Closing Statement**

MDRP Partners' Meeting - World Bank Office, Paris, France
April, 29-30, 2003

Closing Remarks by Emmanuel Mbi,
World Bank Country Director, South Central Africa and the Great Lakes

Dear Friends,

The discussions we have had over the past day and a half show that the MDRP partnership is consolidating. The substantial progress achieved on the programmatic and technical levels are very timely in view of the encouraging political developments on the ground which considerably improve prospects for peace in several countries. In the coming months, the systems we have established to operationalize MDRP will be put to the test as full-scale implementation of DDR starts in the region. In this dynamic context, coordination becomes more important than ever.

We have heard your messages loud and clear and we will strive to further build on our achievements to date. Allow me now to briefly review the steps we have agreed to in the course of our deliberations:

The Secretariat will ensure that information flows to focal points further improves by:

- ensuring that MDRP focal points as well as their field representatives receive regular country specific information and updates, including advance notice of mission dates and terms of reference, and mission reports (the system adopted for information sharing in Angola will be replicated in other MDRP countries);
- regularly informing focal points of progress under the special project window through a monthly update;
- submitting background documentation for Advisory and Trust Fund Committees meetings at least five to ten business days ahead of the meetings;

MDRP Partners likewise committed themselves to informing the Secretariat and partners of individual missions and other initiatives related to DDR.

We all further agreed that:

- while bi-annual meetings of the Advisory and Trust Fund Committees should be maintained, there should be only one joint supervision mission per year which will be fielded ahead of the autumn meeting. Other missions should be undertaken on and as need basis;
- technical DDR aspects should be introduced in the peace process as early as possible to ensure that agreements are realistic and implementable;

Partners reconfirmed that beneficiaries under the program should not be extended beyond the primary target group as a matter of policy. Further discussion led to a request to the Secretariat to prepare a position paper to identify options on how best to accommodate dependents under the

program, including through strengthened linkages with humanitarian, reconstruction and other recovery efforts. The Secretariat was requested to prepare another position paper on the linkages between DDR and security sector reform.

Country reviews:

- The Trust Fund Committee endorsed the MDTF grant for **Angola** and supported the speedy processing of the special project designed to support the reintegration of UNITA ex-combatants while national program implementation mechanisms are being established. Partners requested a briefing on progress in the Government of Angola's public financial management (in particular, budgetary allocations) to be presented at the next meeting of the Trust Fund Committee.
- It was suggested that a set of clear objectives spelling out a common position of the MDRP partnership be defined for **Burundi** on key issues such as cantonment, sequencing of political and military integration, sensitization, etc. The importance of bi-lateral support of the African peacekeeping mission, the cantonment phase, and assisting Government on the question of security sector reform was highlighted. And per the recommendation of the Advisory Committee, the MDRP Secretariat will look at strengthening its presence on the ground based on assessed need.
- The **CAR** Government asked for MDRP support in developing a national DRP. UNDP, as lead agency, will consult with Government on timing and TORs of a mission as soon as possible.
- UNDP was confirmed as lead agency in the **Republic of Congo**. It was agreed that the UNDP representative in Brazzaville would follow up with Government on the timing and TORs of a mission to look at the preparation of a national program.
- In the **DRC**, we look forward to the implementation of the interim DDR strategy under the leadership of UNDP, in close partnership with the Congolese authorities and MDRP members on the ground.

Lastly, the MDRP Secretariat will move swiftly with partners on the finalization of special project proposals in several countries. We hope that the implementation of these projects can commence shortly.

Dear friends,

I must say that I am very pleased with the outcome of the last three days of discussions. We come away from these discussions with a better sense of what we've achieved so far, what now needs to be done as a matter of priority to move forward, and how best to improve these actions. In so doing, we've further strengthened the MDRP Partnership to help better guarantee success in this important undertaking.

Thank you.